

COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

«On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme» (Lénine)

C.P.S Nouvelle série N°6 (N°88) – 1,50 €

18 JANVIER 2002

CERCLE POUR

LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE
LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE

Jusqu'au bout: contre le gouvernement de la "gauche plurielle" et sa politique, pour le front unique des organisations ouvrières

A l'heure de l'Euro

Depuis le 1^{er} janvier, les pièces et billets d'Euro circulent dans la majeure partie des Etats membres de l'Union européenne. Il est indiscutable que le changement simultané de monnaie fiduciaire dans douze pays soit un événement historique. Mais une formidable campagne de propagande pour l'Euro et l'Union Européenne s'est déclenchée (ainsi que de non moins spectaculaires hausses de prix). La presse rivalise de superlatifs, mais surtout les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier, sociaux-démocrates en tête, à l'instar de F. Hollande le 7 janvier:

"Nous saluons le passage réussi à l'Euro. (...)l'Euro n'est qu'une étape (...) : c'est un levier pour la régulation internationale si bien que désormais une accélération s'impose pour mettre en place un véritable gouvernement économique."

La Confédération Européenne des Syndicats ne dit pas autre chose. Fait significatif: c'est la *Nouvelle Vie Ouvrière* (donc l'appareil CGT) du 21/12/2001 qui le fait savoir, relatant la manifestation tenue à Bruxelles le 13 décembre à l'occasion du sommet européen de Laeken, mettant en valeur un communiqué de la CES demandant aux "quinze" de:

"décider de la constitution d'un véritable « gouvernement économique», en contrepoids de la banque centrale, capable de réaliser la coordination indispensable des politiques économiques et budgétaires des pays membres"

A noter le silence gêné du PCF sur la question, conséquence de son ralliement honteux à la monnaie unique. Hollande ne se prive pas d'enfoncer le clou:

"Si aujourd'hui certains le saluent avec timidité, si certains par lapsus l'oublient de leurs vœux, c'est vers le gouvernement que les mêmes se tourneraient si cela se passait négativement. Cette réussite est un démenti cruel à tous ceux qui demandaient un report de l'échéance (...)"

Il est vrai que la mise en circulation de l'Euro fiduciaire représente un succès politique pour les gouvernements de l'Union Européenne qui se sont engagés dans la monnaie commune. Que de chemin parcouru depuis la crise monétaire qui avait détruit le système monétaire européen en 1993! On pouvait raisonnablement penser à l'époque que les traités de Maastricht (d'où découle l'Euro) étaient mortellement atteints. Tel n'a pas été le cas. A l'origine de ce rétablissement, il y a les coups portés contre les travailleurs partout dans l'Union européenne, et notamment les coupes budgétaires réalisées principalement dans les budgets intéressant les masses populaires (santé, éducation, etc.). Célébrant l'Euro, les partis sociaux-démocrates et socialistes font l'éloge de la politique anti-ouvrière menée par les gouvernements qu'ils ont vertébré depuis des années.

L'Euro n'en reste pas moins une construction artificielle, monnaie commune à différents pays dont les économies ne sont qu'imparfaitement intégrées. Des crises ultérieures remettant en cause son existence sont inscrites dans la nature même de ce qu'est l'Union Européenne: un cadre de collaboration conflictuel entre les principales puissances impérialistes d'Europe. La démission du ministre des affaires étrangères en Italie en est un augure. La crise économique qui enfle (l'Allemagne est officiellement entrée en récession) va mettre l'Euro à rude épreuve, à commencer par les économies les plus faibles de l'Union qui vont trouver particulièrement invivable de subir une politique monétaire unique décidée à Francfort en fonction des besoins des principales puissances de l'UE, à savoir (suite page 2) l'Allemagne, d'abord, puis la France.

Sommaire:	D.4
* EDITORIAL: JUSQU'AU BOUT	P.1
* NOTES SUR LA SITUATION INTERNATIONALE	P.7
* I FS MILITANTS INTERVIENNENT ET INFORMENT CPS	P.13
* SUPPLEMENT CPS ENSEIGNEMENT PUBLIC	P.15
* SUDDI EMENT CDS PATE DIL 6/12/2001	P.16
* UNIVERSITE: LES DIRIGEANTS DE L'UNEF AUX COTES DU GOUVERNEMENT	P.18
* LA CLASSE OUVRIERE ET LA JEUNESSE ALGERIENNE MANQUENT CRUELLEMENT D'UN PARTI OUVRIER	P.24
* 31° CONGRES: "LE PCF NE RECULE DEVANT AUCUNE REMISE EN CAUSE"	P 29
* 31° CONGRES: LE PCF NE RECULE DEVANT AUCUNE REMISE EN CAOSE	,,,,,,,,,

A bas l'Union Européenne, ses traités, sa monnaie

Pour les masses travailleuses, les conséquences réelles de la mise en place de l'Euro sont profondément réactionnaires. Il suffit d'en écouter ce que disait Chirac, lors de la présentation de ses vœux le 31 décembre:

"pour que l'euro tienne ses promesses, ou qu'il nous permette d'améliorer notre rang et nos positions dans le monde, de grandes réformes de modernisation de la société, de l'économie et de l'Etat devront encore être engagées pour lever les obstacles qui freinent notre progrès".

"Lever les obstacles", comme dit Chirac, voilà à quoi doit pousser la mise en place de l'Euro. S'épaulant au sein de l'Union Européenne, les principales puissances impérialistes s'y emploient sans relâche.

Rappelons le vote en décembre 1999 d'une loi autorisant le gouvernement à transposer par ordonnances des dizaines de directives européennes autorisant le travail des enfants, réformant le code des mutuelles, ou encore le travail de nuit de femmes, au nom de "l'harmonisation"... Ainsi en ira-t-il

dans différents domaines, les banques, la fiscalité, et naturellement le droit social, en termes moins galants mais plus justes: les acquis ouvriers.

En réalité, aucune politique défendant les intérêts des prolétariats ne peut être menée sans se débarrasser du joug de l'Union Européenne, et avec celui-ci, de l'Euro. Un gouvernement ouvrier arrivant au pouvoir dans n'importe quel pays de l'UE aurait devant lui comme tâche immédiate de dénoncer les traités de l'Union Européenne, Maastricht et Amsterdam (pacte de stabilité), de rejeter l'Euro. Seuls les Etats-Unis Socialistes d'Europe permettront qu'une unité de compte commune et durable existe entre les différents pays d'Europe, au bénéfice cette fois-ci des prolétariats et des jeunes d'Europe. Au contraire, l'Euro signifie, comme toute la "construction européenne", encore et toujours plus de "sacrifices", dont le poids comme il se doit repose d'abord sur les classes ouvrières.

Pas de "sacrifices" pour les gendarmes et la police

Pour ses dernières semaines d'existence, le gouvernement de la "gauche plurielle", Jospin-Gayssot-Cochet-Schwartzenberg, s'est éclairé d'un jour particulier en devenant le gouvernement qui choie les garde-chiourmes de la société bourgeoise rongée par la décomposition : la police et les gendarmes.

Quel contraste! Pour l'ensemble de la fonction publique, les dernières années auront été des années de gel, voire de baisse des salaires réels. Le mois de mars prochain sera une nouvelle échéance de baisse ou à défaut de gel des salaires réels sur 2001-2002. Mais les policiers ont obtenu fort facilement 600 à 800 francs d'augmentation mensuelle. Puis les gendarmes (logés et nourris) ont fait plus fort encore: autour de 1 000 francs par mois, soit un treizième mois. D'où va venir l'argent de ces royales augmentations (1,6 milliards de francs pour 2002)? Environ 150 millions du budget de l'emploi; 120 millions du budget de l'Education notamment au CNRS, et d'autre crédits retirés à la sécurité routière, l'aide alimentaire aux pays dominés, la prévention des crues, etc. Selon Fabius, pince-sans-rire, les crédits ont été retirés aux ministères "surdotés" (Assemblée nationale, 19/12/2001). Les personnels des ministères concernés apprécieront.

Il serait mensonger de voir dans ces augmentations un éventuel "point d'appui" pour exiger un traitement identique pour les autres fonctionnaires (ce que dit par exemple la direction de Force Ouvrière). Pas plus que ne l'était la capitulation du gouvernement devant les exigences des patrons des cliniques privées quand ceux-ci ont organisé un véritable lock-out des personnels (et en aucun cas une "grève"). Tout au plus doit-on noter que "l'insécurité" dont se plaignent les policiers est le produit de la décomposition sociale pérennisée désormais dans certains quartiers, résultat du chômage de masse et de la précarité sur le long terme qui frappent en particulier les enfants de la classe ouvrière et sa composante immigrée. Et que la "sécurité quotidienne" des travailleurs, des jeunes, exigerait entre autres l'organisation de la population avec les organisations syndicales pour assurer elle-même sa sécurité, ou encore le renforcement des effectifs des personnels dans les transports, donc l'expropriation des compagnies privées qui exploitent ce filon, l'arrêt de la privatisation rampante de la SNCF et de la RATP.

Autre remarque: la désobéissance des gendarmes en violation de leur statut de militaire manifeste un l'affaiblissement de l'autorité du sommet de l'Etat sur son appareil. Mais le processus dans lequel s'inscrivent ces augmentations: le renforcement de l'appareil de répression.

Loi Vaillant: de graves attentats contre les libertés démocratiques

Le 15 novembre était promulguée définitivement la loi sur la sécurité quotidienne, loi Vaillant. Comme l'exprimait un supplément du 2 novembre à *CPS*, cette loi permet:

"d'élargir le champ d'action de la police pour les fouilles de véhicules et les perquisitions, d'intercepter et utiliser les communications sur Internet, d'accroître les pouvoirs des vigiles et autres milices privées, de réprimer les "attroupements" dans les immeubles, d'interdire de facto les "rave parties" (disposition que les députés PS avaient fait retirer au ministre Vaillant avant l'été)! Tandis que les députés PC s'abstenaient, laissant passer cette loi scélérate, certains élus PS ont laissé entendre ce qu'il en était de ce projet de loi pour eux, tels le sénateur Dreyfus-Schmidt qui disait après le vote du Sénat: "J'espère que nous pourrons revenir à la légalité républicaine avant 2003", ce qui signifie que, de son aveu même, d'ici là au moins la "légalité républicaine", soit en réalité les libertés démocratiques, sont gravement atteintes.

La direction confédérale CGT s'est contentée à cette occasion d'un communiqué demandant "au gouvernement de reconsidérer sa démarche". C'était donner son feu vert au

gouvernement Jospin-Gayssot-Cochet-Schwartzenberg alors que sa responsabilité, comme celle de la direction confédérale FO (qui reste muette sur ces questions) était de combattre pour imposer à la majorité PS-PCF qu'elle rejette ce texte réactionnaire."

Révision de la loi Guigou: Julien Dray fixe la durée légale du passage à tabac

Appuyé sur ce premier succès, le gouvernement a mandaté Julien Dray pour, en "urgence", franchir un nouveau pas: un rapport, puis une proposition de loi, corrigeant la loi sur la "présomption d'innocence". Dans quel sens? Celui qui lui a permis d'être applaudi par l'ensemble des syndicats de policiers, c'est-à-dire celui de "faciliter" leur travail. Le choix de Dray, dirigeant de la soit-disant "Gauche Socialiste", n'est pas innocent: il s'agit d'utiliser cette étiquette pour faire taire d'éventuelles dissensions. Les propositions de Dray sont en fait assez simples: pour faciliter le travail de la police, il repousse l'application d'un certain nombre de droits élémentaires de la première à la troisième heure de garde à vue. En clair, il laisse deux heures de "carte blanche" à la police pour arriver à ses fins. Cela revient à fixer la durée officielle du passage à tabac à deux heures. Par ailleurs, la proposition de loi de Dray aboutirait à multiplier les mises en détention provisoires, élargir les possibilités de mise en garde à vue.

Dans la pratique, cette loi concourt au renforcement du "sentiment d'impunité" ... des policiers. Le débat sur la "sécurité" s'est vu ponctué d'évènements notables: un jeune des Mureaux abattu d'une balle en pleine tête par un policier (immédiatement relâché), un réquisitoire favorable lors du procès des policiers ayant violé pendant leur service une

jeune femme, le procès particulièrement sévère des jeunes accusés d'avoir troublé le match de football France-Algérie (le procureur reprochant à ceux-ci entre autres d'avoir sifflé "la Marseillaise"!), ou encore la mise en garde adressée par Marylise Lebranchu, ministre de la justice, au Syndicat de la Magistrature quand ce dernier a publié une brochure rappelant les droits des citoyens face à la police.

C'est ce climat pourri, d'apologie des réactionnaires valeurs "sécuritaires" et de la répression, que nourrissent le PS et le PCF en enfourchant le cheval de retour de la "lutte contre l'insécurité", Jospin allant jusqu'à affirmer devant l'Assemblée qu'il comptait gagner la bataille de l'insécurité de la même manière qu'il avait remporté celle contre le chômage (sic!).

La répression féroce et sanglante qui avait frappé les manifestants à Gênes, lors du sommet du G8, après celle des manifestants au sommet de Stockholm, indiquait à l'évidence, avant même qu'un coup d'accélérateur ne soit donné suite aux attentats du 11 septembre, qu'un processus généralisé de renforcement de l'appareil d'Etat dans les pays capitalistes dominants était en cours. Le moins que l'on puisse dire est que le gouvernement de la "gauche plurielle" entend ne pas rester à la traîne dans ce mouvement.

Jusqu'au bout, le gouvernement dirigé par Jospin poursuit sa politique réactionnaire.

L'Assemblée nationale élue en 1997 cessera ses travaux le 22 février 2002. Cela marquera la fin d'une étape politique. Elle aura été caractérisée par dessus tout par le fait que, malgré le vote de 1997 contre Chirac-Juppé et leur politique, malgré l'élection d'une majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale, point d'appui pour poser la question du pouvoir, sousla forme d'un gouvernement des seuls PS et bourgeois. représentant des partis sans gouvernement de la "gauche plurielle" aura réussi sans trop de heurts à poursuivre et prolonger la politique engagée par le gouvernement RPR-UDF, en commençant par protéger et défendre Chirac lui-même.

Ainsi, les privatisations, le plan Juppé contre la Sécurité sociale, pour ne prendre que ces exemples, ont été menés à terme et même amplifiés (privatisation de France-Telecom, par exemple). Mais le gouvernement aura surtout à son actif (du point de vue de la bourgeoisie française) des contreréformes d'envergure, telles le développement des fonds de pension, la mise en œuvre de la "réforme de l'Etat" dans plusieurs ministères, les emplois-jeunes (CDD de cinq ans), la destruction des diplômes universitaires avec le système ECTS (voir dans ce numéro) etc.

Les plus importantes de ces contre-réformes sont bien évidemment les lois Aubry d'ARTT, et leur transposition à la fonction publique avec le décret "Sapin" d'août 2000, qui, en associant les directions syndicales à la mise en œuvre de la flexibilité, tout en déversant une manne

financière dans les caisses du patronat, auront permis de mettre en place à tous les niveaux des conditions d'exploitation plus que favorable à la classe capitaliste. A cet égard, il est significatif qu'Ernest-Antoine Seillière ait fini par lâcher sur Europe 1 le 8 janvier:

"Je crois qu'il faut être franc. En quatre ans, la loi Aubry a produit des effets sociologiques énormes. je pense qu'il faut reconnaître le phénomène sociologique. On ne va pas demander l'abrogation de la loi".

Autre raison pour le baron d'être satisfait: le fait que le gouvernement ait soutenu de bout en bout le processus de la "refondation sociale", notamment par la validation du PARE (un "triomphe" selon Seillière). D'une manière générale, pour les entreprises françaises, les cinq années de gouvernement dirigé par Jospin auront été des années d'engrangement de profits juteux, de développement important (ainsi un groupe comme Vivendi n'aurait pu prendre la dimension qui est la sienne sans la politique gouvernementale). A l'occasion du budget 2002, une nouvelle fois, plus de cent milliards de francs ont été envoyés rassasier autant qu'il est possible l'appétit des principaux groupes français; exemple marquant: le prix de la licence UMTS divisé par huit, faramineuse offrande déposée sur l'autel du grand capital.

Il ne faut surtout pas oublier que le gouvernement aura largement assuré la défense des intérêts des capitalistes français en participant à plusieurs guerres ouvertes (Serbie, Afghanistan) ou non (Centrafrique, Congo-Brazzaville).

Mais l'approche des élections ne ralentira pas le déroulement de l'offensive permanente de ce gouvernement bourgeois contre les conditions d'existence des masses. Non content d'accélérer le flicage de la société, d'entamer avec la loi sur la Corse un processus qui doit conduire notamment à la régionalisation de la fonction publique d'Etat, il a d'autres tâches importantes dans la dernière ligne droite qui se présente à lui. Par exemple dans l'enseignement, les ministres faisaient récemment savoir que:

"L'année "sera marquée par toute une série de décisions", a promis Jack Lang lors de ses vœux à la presse, mercredi 9 janvier. Plusieurs chantiers "en voie d'achèvement" visent à préparer la rentrée 2002. La mise en application de la réforme du collège sera présentée "dans les quinze jours": nouvelle sixième, itinéraires de découverte, cahier des

exigences du collégien et nouveau brevet. En janvier, un plan "santé à l'école" sera annoncé.

Les nouveaux programmes de l'école primaire seront diffusés "avant février". En février seront aussi précisées les conditions de la rentrée universitaire 2002 : rénovation du DEUG, crédits européens, réforme des IUFM. Pour Jean-Luc Mélenchon, ministre délégué à l'enseignement professionnel, "il reste cent jours pour mettre en place les premiers lycées de métiers, boucler la réforme du CAP, formaliser la maquette de la licence professionnelle, aboutir à un référentiel européen des diplômes professionnels". (Le Monde du 11 janvier)

On pourrait multiplier les déclinaisons, toutes aboutiraient à la même conclusion: les derniers cent jours du gouvernement sont chargés.

Dernière ligne droite pour le gouvernement: mise en oeuvre de l'ARTT dans la fonction publique

C'est au premier janvier que l'application de l'ARTT dans la fonction publique devait être réalisée. Sans que ce soit achevé partout, cette tâche est bien avancée. Rappelons que le décret d'août 2000 signé par le ministre Sapin fixe un cadre entièrement tourné contre les personnels et leurs acquis: annualisation, suppression pour certaines catégories de jours de congés, accroissement de l'amplitude horaire au nom du "service rendu au public" et de la "modernisation", de la "réforme de l'Etat". C'est ce cadre qui en général s'applique, notamment dans la fonction publique territoriale, même si en réalité les négociations d'application sont loin d'être achevées localement.

Un exemple significatif: les agents de l'enseignement public voient avec l'application de l'ARTT leur temps de travail hebdomadaire s'accroître d'une heure, leurs horaires être définis presque sans limite par les chefs d'établissements. La responsabilité de cette situation échoit entièrement aux directions syndicales UNATOS-FSU et SNAEN qui ont signé le 16 novembre un accord scélérat sur cette base avec le gouvernement, dans le cadre des textes du 5 octobre d'application de l'ARTT au ministère de l'Education.

L'ARTT sert en même temps, comme aux Finances, à mettre en œuvre la contre-réformes du ministère que les travailleurs de ce ministère avaient mis en échec en imposant le retrait du plan Sautter.

Pour autant, le gouvernement ne cesse de se heurter à la résistance des personnels. Au ministère de la culture, ceux-ci ont multiplié les grèves (le gouvernement leur a envoyé les CRS, notamment dans les musées). Le gouvernement a dû manœuvrer, (d'autant que l'intersyndicale annonçait le boycott des organismes paritaires): la première circulaire "Tasca" du 3 août 2001 a dû être retirée, et une nouvelle circulaire datée du 20 novembre mettait noir sur blanc l'abandon de l'annualisation de la plupart des personnels, au

profit d'un cycle hebdomadaire de travail. Pour autant, la durée même hebdomadaire est définie service par service, dans le cadre de négociations avec les organisations syndicales. Quand bien même celles-ci, réunies en intersyndicale, affirment leur "désaccord" avec la nouvelle circulaire, elles ont décidé de s'engager dans le cadre d'application.

conseillers principaux A l'Education nationale, les d'éducation ont eux aussi fait sauter l'annualisation, mais se trouvent eux aussi dans une situation où leur temps de travail devra être défini localement. Sans doute l'abandon de l'annualisation et la définition d'un temps de travail avoisinant les 35 heures hebdomadaires dans la pratique n'est pas sans relation avec la détermination de cette catégorie, se traduisant dans la motion adoptée par l'AG des CPE de la région parisienne, adressée aux directions des fédérations de l'enseignement public pour qu'elles exigent le retrait des textes d'ARTT à l'ensemble du ministère, et qu'elles appellent à la grève générale (voir dans ce numéro). Reste qu'à la Culture comme pour les CPE, sans création de postes, le fardeau pesant sur les épaules de ces travailleurs de la fonction publique ne peut pas s'alléger.

Mais au-delà, chaque catégorie se heurte à la politique des directions syndicales qui s'inscrivent entièrement dans le cadre du maintien du décret Sapin, et en premier lieu du dispositif d'ARTT pour l'Education nationale. Ainsi, les fédérations qui appellent à la grève le 24 janvier (FSU, CGT, et aussi UNSA, CFDT, FAEN) le font-elles sur un texte qui bavarde sur la "RTT" sans émettre le moindre bémol sur le dispositif-cadre ministériel du 5 octobre – dont la CFDT et l' UNSA, confédérations réactionnaires, sont de toute façon des partisans. Telle est pourtant la première des revendications à imposer notamment à la FSU: se prononcer pour l'abrogation des décrets et arrêtés d'application de l'ARTT à l'enseignement public.

Hôpitaux publics: quatre mois de combat des personnels contre l'ARTT et son protocole d'application

Les personnels hospitaliers font preuve quant à eux d'une ténacité remarquable, contre la volonté des appareils syndicaux CGT et FO de cette branche. Le 27 septembre dernier, le protocole "Guigou" transcrivant l'ARTT dans la fonction publique hospitalière était signé par plusieurs syndicats, mais ni la CGT, ni FO (ainsi que SUD-Santé). Ce

protocole prévoyait l'annualisation, la destruction de l'ordonnance de 1982 régissant jusque lors le temps de travail des personnels des hôpitaux publics, la flexibilité à outrance... Les directions fédérales CGT et FO, bien que n'ayant pas signé, appelaient à s'engager dans les négociations locales d'application. Mais les personnels

(infirmières, aides-soignants, agents) n'ont cessé depuis de chercher les voies du combat contre le protocole Guigou, pour son retrait. Lors du vote de la loi de financement de la Sécurité sociale, le 27 octobre, qui contenait dans son article 17 l'abrogation de l'ordonnance de 1982, ils étaient nombreux en grève. A Paris, les directions syndicales ne pouvaient éviter d'appeler à manifester à l'Assemblée nationale. Mais aucune manifestation nationale n'était appelée, mais à l'exigence du rejet par les députés (PS et PCF) de la loi était opposé le mot d'ordre "pour une vraie RTT", "pour des créations d'emplois". Même scénario au moment du vote du budget des hôpitaux, en novembre. Et en même temps qu'ils multipliaient les journées d'action régionales, les directions CGT et FO participaient et participent aux réunions chargées d'élaborer les textes réglementaires d'application du protocole du 27 septembre.

Pourtant, en janvier, plusieurs hôpitaux sont encore en grève, notamment, depuis plus d'un mois, le CHU de Clermont-Ferrand. La commission exécutive de la fédération santé CGT du Puy De Dôme a adopté le 18 décembre, sur la base des prises de positions de l'Assemblée Générale, une motion qui pose correctement, à l'étape actuelle, les problèmes:

"La CE demande instamment au bureau national de la fédération qu'il se prononce clairement:

- pour le retrait du protocole

- pour l'arrêt immédiat de toute participation aux réunions ministérielles de mise en œuvre du protocole et le boycott des réunions locales

-et appelle sur ces revendications à la grève générale de tous les hôpitaux dans l'unité la plus large en s'adressant aux fédérations FO, ..." Incontestablement, la question de l'appel à la grève générale pour le retrait du protocole est posée par la volonté de combat des personnels. C'est en relation avec cette situation qu'un appel à la "grève reconductible" à compter du 21 janvier a été lancé le 10 janvier par les fédérations CGT-FO avec SUD et CFTC. Mais l'appel à cette "grève reconductible" (qui n'est donc pas la grève générale mais l'addition de grèves locales autonomes) se fait sur le seul mot d'ordre: "réouverture des négociations". Mot d'ordre qui concentre le refus des directions syndicales de combattre pour le retrait pur et simple du protocole Guigou, en fait, contre le gouvernement de la "gauche plurielle", pour lui infliger une défaite politique. Par ailleurs, l'appel à la grève précise que celle-ci:

" pèsera sur les discussions locales, en cours ou à venir, pour contraindre les directions et les agences régionales de l'hospitalisation d'admettre qu'il faut que la R.T.T.améliore les conditions de travail et non qu'elle organise la régression sociale."

Néanmoins, malgré les entraves systématiques des appareils des fédérations syndicales, malgré en particulier l'abrogation de l'ordonnance de 1982, la possibilité que cette défaite soit infligée demeure, à condition que les travailleurs de ce secteur arrivent à déborder les directions syndicales en combattant pour leur dicter leur volonté.

A contrario, le gouvernement Jospin-Gayssot-Cochet-Schwartzenberg dispose d'un outil nouveau pour permettre aux directions syndicales de dévoyer le mouvement des personnels des hôpitaux: les projets sociaux d'établissement, fruits du protocole d'accord du 14 mars 2000, qui font partie de la loi de "modernisation sociale"

La loi de modernisation sociale au terminus de son parcours

Le 19 décembre 2001, le parlement a adopté définitivement la loi de modernisation sociale. Cette adoption est emblématique du sort et du contenu de l'ensemble de la politique du gouvernement. Certes, il aura fallu un an et demi pour que cette loi finisse par être adoptée, au gré des problèmes politiques que le gouvernement a rencontrés, notamment sur la question des licenciements, de Michelin à Danone. Mais au final, elle a donc été adoptée, les députés PCF votant pour le même texte qu'ils avaient menacé de rejeter, non pas en fonction de principes – ils n'en ont pas – mais en fonction de ce que leur autorisaient les circonstances politiques.

Le Conseil Constitutionnel a depuis censuré la définition du licenciement économique donné par la loi. Disons-le sans ambages: cela ne change rien du tout dans la pratique, cette nouvelle définition ne faisant que résumer celle de la jurisprudence autorisant les licenciements, qui n'a pas, elle, été censurée. Par contre, le Conseil Constitutionnel a profité de l'occasion pour répondre favorablement à la pétition de 56 représentants du grand capital en consacrant constitutionnellement le droit de licencier. Par ailleurs, cette institution réactionnaire, clé de voûte de la constitution de la 5 en République, prépare les échéances au compte de Chirac en multipliant les croc-en-jambes au gouvernement (censure de la loi de financement de la sécurité sociale, la Corse, etc.).

Mais, censure ou pas, le principal objet de la loi (en plus de la Validation des Acquis Professionnels, des Projets Sociaux dans les hôpitaux, la contre-réforme des études médicales, etc.) est d'organiser l'association des directions syndicales d'entreprise aux licenciements. Ce principe est celui qui a guidé toute la politique du gouvernement depuis 1997, avec un succès certain: chercher sans cesse, pour faire passer sa politique, à aller vers la cogestion avec les organisations syndicales ouvrières, enseignantes, étudiantes. Ainsi les fonds de pension sont ils "partenariaux", l'ARTT obligatoirement "négociée", et, maintenant, les licenciements aussi.

En cinq ans, rendant obligatoire dans toute une série de domaines l'association institutionnelle des organisations syndicales, le gouvernement de la "gauche plurielle" a fait franchir des étapes significatives à la cogestion, et a administré la preuve de son efficacité pour étouffer les revendications des prolétaires et jeunes.

Mais cela n'a été possible que dans la mesure où les dirigeants syndicaux ont prêté un concours décisif — dont le ton fut donné par le 46° congrès de la CGT qui proclamait le passage du "syndicalisme de contestation au syndicalisme de proposition". Non contents de "réclamer" et d'obtenir l'association capital-travail dans tous les domaines, ils ont aussi participé à la "refondation sociale" mise en place pour saccager les acquis fondamentaux du prolétariat; ou encore

au conseil d'orientation des retraites mis en place par Jospin pour "déminer" le dossier des retraites (le spectre de novembre-décembre 1995 hante encore la bourgeoisie française, d'autant qu'en janvier 2000, 300 000 travailleurs manifestaient à nouveau sur la question des retraites complémentaires). Le rapport de cet organisme propose, comme convenu dès le départ, l'allongement de la durée de

cotisation des fonctionnaires. Et ce sur la base d'un "débat", d'un "diagnostic" établi en commun avec les directions syndicales (CGT, FO, FSU), qui ont ainsi oeuvrer à ce que les travailleurs de la fonction publique courbent la tête sur ce sujet, préparant le coup que le gouvernement issu des prochaines échéances présidentielles et législatives cherchera nécessairement à leur asséner.

A l'orée des élections présidentielles puis législatives

Les contours de l'élection présidentielle d'avril-mai et des législatives de juin se précisent. Du côté de la bourgeoisie, par-dessus un amoncellement de candidats déclarés, deux figures de proue émergent: Chirac et Seillière.

Le premier a réussi, depuis le sommet de l'appareil d'Etat, à briser ses rivaux potentiels et se dégager, sur le plan judiciaire sinon politique, des affaires dans lesquelles il est trempé jusqu'au cou. En témoigne la démission du juge Halphen.

Quant au second, il est aussi entré en campagne, sans être candidat, en appelant les chefs d'entreprises à "harceler" les politiques pour faire valoir les propositions du Medef. C'est dans la logique de la transformation du CNPF en Medef qui visait à donner les moyens au patronat d'intervenir directement sur la scène politique, en relation avec la crise des partis bourgeois, dont les difficultés de Chirac à constituer derrière lui un parti unique, l'UEM, est une des expressions. Le congrès du Medef tenu le 15 janvier a donc donné la feuille de route que le Medef voudrait voir le futur président emprunter: allègement fiscaux, "retraite à la carte" et nouveau développement des fonds de pension, destruction des garanties collectives de la classe ouvrière au profit d'accords d'entreprise, investissement en force du patronat dans l'enseignement, "réforme de l'Etat", et également casse totale de la sécurité sociale avec l'ouverture en grand du "marché" de l'assurance-maladie aux compagnies privées (comme celle de D.Kessler, numéro 2 du Medef), A ce sujet, on doit préciser qu'au moins une partie des syndicats de médecins libéraux généralistes ont clairement fait leur ce dernier objectif en appellant leurs troupes à la "grève".

Dans la kyrielle de candidats bourgeois, seul A.Madelin reprend ouvertement à son compte les propositions du Medef. Mais celles-ci sont leur ciment commun.

Du côté du prolétariat, les partis issus du mouvement ouvrier, le PS, et le PCF, auront chacun leur candidat, quand bien même Lionel Jospin s'emploie déjà à tout faire pour s'affranchir du statut de candidat du seul PS. Mais tant Jospin que Hue (dont le slogan est "la France, c'est vous!") s'affairent à présenter un visage et un programme tout ce qu'il y a de plus bourgeois, quand bien même certains accents anti-Medef leur reviennent à l'approche du scrutin.

Aux candidats PS et PCF on doit ajouter Laguiller candidate de la formation populiste et ouvriériste Lutte Ouvrière. Par contre, tant Chevènement, candidat nationaliste réactionnaire soutenu par un nombre significatif de membres du personnel politique de la bourgeoisie, que Mamère, candidat anti-PCF et anti-communiste virulent du parti obscurantiste et bourgeois des Verts, ou que la candidate du PRG, héritier dégénéré et malingre du vieux parti radical, sont des candidats bourgeois.

Parallèlement, un dispositif se met en place, dans le prolongement de celui existant lors des régionales, européennes et municipales, pour limiter autant que possible l'expression d'un vote de classe lors des législatives: le PS se propose d'abandonner des circonscriptions par dizaines aux formations hostiles au mouvement ouvrier que sont les Verts, le MDC, le PRG.

De leur côté, dès les présidentielles, en affirmant leur refus de choisir éventuellement entre Jospin et Chirac au second tour, LO mais aussi la LCR et le PT avec son candidat D.Gluckstein se préparent à contribuer au retour des partis bourgeois au pouvoir, qui n'auraient rien de plus pressé que de mener une offensive plus féroce que jamais contre les travailleurs.

Jusqu'au bout, maintenir notre orientation

Les grèves en cours dans les hôpitaux, dans la fonction publique contre l'ARTT, et dans d'autres secteurs l'indiquent: il est encore possible pour le prolétariat et la jeunesse d'engager le combat et d'infliger une défaite politique au gouvernement de la "gauche plurielle". Tant que cela sera possible, il faut donc maintenir l'orientation maintes fois développées par CPS: le combat pour imposer aux directions syndicales (CGT, FO, FSU) au PS et au PCF, la rupture avec le gouvernement et sa politique, le combat contre lui, la réalisation du front unique; indissociablement, le combat pour un gouvernement issu de ce front unique, dont jusqu'au 22 février, date de la mise en congé de l'Assemblée nationale élue en 1997, l'expression la plus immédiate est l'exigence adressée aux députés PS et PCF,

majoritaires, pour qu'ils cessent de soutenir le gouvernement et sa politique et constituent un gouvernement sans ministres bourgeois, chassant Chirac et brisant la 5^{ème} République.

A chaque occasion politique, c'est sur cette orientation qu'il est possible et indispensable de combattre, comme en témoignent les interventions militantes publiées dans ce numéro. C'est sur la base des réponses politiques nécessaires au prolétariat et à la jeunesse que pourront s'opérer les regroupements permettant d'avancer vers la construction du parti ouvrier révolutionnaire qui, les élections à venir le soulignent avec cruauté, fait aujourd'hui défaut.

Notes sur la situation internationale après la victoire de l'impérialisme américain sur l'Afghanistan

Une victoire complète

Il n'aura fallu que deux mois à l'impérialisme américain, secondé notamment par l'impérialisme britannique, soutenu par les impérialismes français, allemands et japonais, pour écrabouiller toute résistance à sa pénétration en Afghanistan. Après quelques jours d'incertitude, l'entrée en action des B-52 a précipité la débandade du régime des talibans, hormis quelques poches qui ont été réduites à néant implacablement. Des armes particulièrement meurtrières ont été employées (bombes à fragmentation, "faucheuse de marguerite") afin de terroriser l'ensemble des peuples afghans. Pour faire bonne mesure, des "erreurs de tir" ont permis de flanquer des coups sur le museau du front islamique ("alliance du Nord") — comme on signifie à son chien qui est le véritable maître.

Dès le 13 novembre, Kaboul tombait entre les mains de "l'alliance du Nord". La prise de la capitale marquait en réalité que la victoire impérialiste était déjà acquise. Le 6 décembre, deux mois après le début de la guerre, le bastion des Taliban, Kandahar tombait — non sans que les

commandants Taliban eussent obtenu la possibilité pour leur chef, le mollah Omar, de s'évanouir dans la nature.

Sans même attendre la fin des combats, la "force internationale", force d'occupation militaire impérialiste, a commencé de s'installer, avec au premier chef les soldats de l'ancienne puissance coloniale régionale: le Royaume-Uni. Les quelques protestations des nouveaux responsables afghans et parfois l'esquisse d'un refus de cette force ont été emportées par le vent. Et pendant qu'un nouveau gouvernement a été mis en place à Kaboul, l'est de l'Afghanistan est une chasse gardée des forces américaines qui y bombardent sans relâche - c'est que, affirment-ils, ils traquent Ben Laden. Mais on aurait tort de croire que, sans Ben Laden, la victoire de l'impérialisme US ne serait pas complète. A la limite, on ne peut non plus exclure que sa fuite arrange dans une certaine mesure le gouvernement américain autant que sa capture. Car, quitte à se répéter, la "lutte contre le terrorisme" n'était pas et n'est pas l'objectif de cette guerre.

Mainmise des Etats-Unis sur l'Asie centrale

La presse a largement fait écho d'entrevues intervenues entre les émissaires de la CIA et les dignitaires Taliban l'été dernier, résumés par cette formule crédible: "si vous nous livrez Ben Laden, vous aurez un tapis de dollars, sinon, ce sera un tapis de bombes". Par ailleurs, un ancien membre du gouvernement pakistanais le 18 septembre sur la BBC: selon lui, la guerre contre l'Afghanistan avait été décidée dès l'été. Les attentats du 11 septembre ont servi de prétexte.

L'objectif de l'impérialisme américain était d'abord celui-ci: mettre l'Afghanistan, enfin, en coupe réglée et s'ouvrir ainsi un accès direct aux immenses ressources pétrolières et gazières des Républiques de l'ex-URSS en Asie centrale, accès dont les conséquences de la révolution de 1979 en Iran le privait. Le principal reproche adressé aux talibans était de n'avoir pu pacifier complètement le pays et permettre ainsi le passage en toute sécurité d'Oléoducs. A cet égard, le fait que l'administration Bush soit issue du sérail des magnats du pétrole aura bien plus contribué à accélérer l'offensive que les attentats du 11 septembre.

Mais la guerre impérialiste contre l'Afghanistan revêt une dimension plus vaste. Relevons-en ici deux aspects.

Tout d'abord, l'impérialisme américain a subi en 1979 une véritable défaite politique, avec l'engagement de la révolution prolétarienne en Iran. Là, alors que des conseils ouvriers authentiques s'étaient constitués, le régime du Shah, véritable pilier américain à la bordure du Moyen-Orient, s'est effondré. S'est engagé alors une véritable sainte-alliance contre-révolutionnaire: l'Irak a été armé jusqu'aux dents et lancé à l'assaut de l'Iran par les grandes puissances impérialistes, Etats-Unis et France en tête.

Pendant dix ans, les masses en Iran (et en Irak) ont ainsi subi une saignée atroce. De son côté la bureaucratie du Kremlin lançait une intervention contre-révolutionnaire en Afghanistan. Le résultat immédiat de ces efforts conjugués (bien que conflictuels) a été que les mollahs en Iran ont pu faire refluer le mouvement des masses et restreindre puis annuler une à une les conquêtes principales de la Révolution de 1979. Mais pour autant, l'Iran n'a pas réintégré le giron de l'impérialisme. La mise en coupe réglée de l'Afghanistan sera une aide précieuse pour l'impérialisme dans cette voie. D'autant plus que cette guerre a été une guerre de terreur contre les masses, et qu'à ce titre elle conforte les régimes les plus oppresseurs de la région, le régime militaire pakistanais issu d'un coup d'Etat en 1999 et qui fait face à de continuelles luttes de la classe ouvrière, le régime Khatami en Iran qui a de facto mené la répression contre le soulèvement parti de la jeunesse étudiante à l'été 1999.

Deuxième aspect: en 1991, la situation mondiale a été bouleversée par la dislocation de l'URSS, d'autant que les masses n'ont pu la mettre à profit dans les années qui ont suivi et empêcher la restauration capitaliste. La possibilité de la Révolution politique ne s'est pas réalisée. L'impérialisme US s'est retrouvé dans une position prédominante à l'échelle planétaire, celle de seule puissance mondiale. La guerre de destruction de l'Irak en 1991 et l'embargo/génocide du peuple irakien en ont été la première manifestation flagrante. Ce n'est pas un à-côté de la guerre contre l'Afghanistan que de voir les troupes américaines s'implanter – certainement durablement – dans plusieurs républiques d'Asie centrale issues de l'ex-URSS,

à la barbe des autorités du Kremlin qui ont vainement cherché à l'empêcher. Avec cette implantation militaire en Asie centrale, au Pakistan, les dollars se sont mis à couler à flots pour certains régimes (allègement de la dette pakistanaise, crédits massifs à l'Ouzbékistan notamment). C'est un plan d'ensemble de mainmise sur l'Asie centrale qui est mis en œuvre.

Néanmoins, on doit rappeler qu'il n'est et ne sera pas de solution durable pour l'Asie centrale, le sous-continent

Indien, dans le cadre des frontières artificielles héritées du colonialisme britannique, dans le cadre de la tutelle des grandes puissances impérialistes. En témoigne les rixes guerrières entre le Pakistan et l'Inde au sujet du Cachemire. La seule perspective historique permettant d'ouvrir une issue positive, d'assurer le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, est celle de la République Socialiste Fédérative des Indes, une fédération socialiste d'Asie centrale ou encore du Moyen-Orient.

A Kaboul, un gouvernement de satrapes dirigé par un "homme de la CIA"

Lors de la conférence tenue à Bonn, la mise sous tutelle de l'Afghanistan a été formalisée. Un gouvernement "de transition" a été composé le 5 décembre, incluant notamment d'anciens responsables Taliban (dont le chef de leur police secrète), entourés de hauts fonctionnaires directement fournis par l'ONU. L'ensemble des brigands, dits chefs de guerre, contrôlant chacun une ville, un quartier, disposant de sa propre milice, y est représenté, en attendant la tenue d'une Loyia Jirga, assemblée traditionnelle qui existe depuis ... l'Antiquité, chargée de composer un gouvernement définitif.

A la tête de ce gouvernement, imposé directement par Washington, le nommé Hamid Karzaï, ancien conseiller de la compagnie pétrolière américaine Unocal, Karzaï au sujet duquel on pouvait lire dans *Le Monde* du 9/12:

" un article de Kamran Khan, journaliste pakistanais spécialisé dans les questions afghanes, soulignait, jeudi 6 décembre, qu'''Hamid Karzaï est l'homme de la CIA et des services de renseignement de l'armée pakistanaise, l'ISI."

Inutile d'en rajouter: c'est un gouvernement de protectorat qui a été mis en place, dont la direction se situe non pas à Kaboul mais à Washington.

Précision utile: le nouveau gouvernement s'est d'ores et déjà engagé à continuer d'appliquer la "Charia", avec une "anecdote" qui en dit long: les femmes adultères seront toujours lapidées en public, mais avec des pierres plus petites... ça ne s'invente pas. Mais ce n'est évidemment pas le droit des femmes, les libertés démocratiques en général qui ont motivé la guerre. Il suffit de jeter un œil du côté du meilleur allié américain au Moyen-Orient: l'Arabie Saoudite, qui a un régime intérieur à l'identique de celui que faisaient régner les Taliban, les pétrodollars en plus.

Poursuite de la "lutte contre le terrorisme", affirmation des tendances nouvelles caractérisant les rapports entre les grandes puissances impérialistes

Alors que les ruines fument encore en Afghanistan, l'impérialisme américain s'est empressé de faire savoir qu'il ne comptait pas en rester là. "Lutte contre le terrorisme" oblige (au passage: l'anthrax expédié à plusieurs destinataires aux Etats-Unis s'avère avoir été cultivé dans les laboratoires du gouvernement fédéral...), l'Irak, la Somalie, pourraient être bientôt victimes d'agressions du même type que celle qu'a subie l'Afghanistan. Surtout s'il se trouvait ici ou là une opportune base arrière de l'organisation de Ben Laden. Il ne s'agit pas de faire de pronostics à cet égard, mais bien plutôt de relever que l'impérialisme US affirme ainsi qu'il frappera où et quand il veut, sans s'embarrasser de considérations pour ses "alliés", notamment pour le conseil de sécurité de l'ONU.

Dix ans après l'effondrement de l'URSS, les USA affirment de plus en plus leur prédominance. On doit relever quelques moments marquants de cette affirmation depuis dix ans: d'abord la guerre contre l'Irak, suivi de son blocus et des frappes répétées contre ce pays, puis l'imposition d'un plan de "règlement" en Palestine sur lequel nous reviendrons. Puis l'intervention en Europe même, par la prise en main directe de la crise en Yougoslavie d'abord, à compter de 1995, suivie de la guerre menée contre la Serbie en 1999. Ajoutons-y le "plan Colombie" qui, en Amérique du Sud, inaugure une nouvelle étape de l'intervention directe des USA dans leur arrière-cour (toujours au nom de la lutte contre le terrorisme). Ou encore les appétits nouveaux en Afrique sub-saharienne,

révélés à l'occasion de la chute du régime de Mobutu impulsée via l'Ouganda, et de la tournée africaine, première en son genre, du président Clinton, en 1998. Et enfin, l'affaire du Timor oriental, lors de laquelle le gouvernement australien affichait qu'il entendait devenir le bras armé des USA dans le pacifique-sud. C'est dans cette perspective de la prédominance de l'impérialisme américain qu'il faut comprendre la réflexion du vice-président Cheney (en octobre dernier):

"la guerre contre le terrorisme est une guerre qui n'aura pas de fin, du moins de notre vivant".

Parallèlement, on doit relever que tant l'Allemagne que le Japon ont saisi la guerre contre l'Afghanistan pour s'affirmer d'avantage, eux aussi. L'impérialisme allemand par la voix du chancelier Schröder soulignait dans un entretien au Monde du 29 octobre 2001 que sa disponibilité à fournir des soldats par milliers marquait: "une nouvelle qualité à notre engagement", précisant que cet engagement était une conséquence de la réunification de l'Allemagne. Quant au Japon, il a changé la constitution ventre à terre pour introduire la possibilité d'interventions militaires, non seulement pour le "maintien de la paix" comme jusqu'ici, mais encore au nom de la "lutte anti-terroriste", catégorie autrement plus vaste et malléable.

Le contraste est fort avec la position de l'impérialisme français, presque humilié à plusieurs reprises, d'abord pour avoir envoyé qu'avec plusieurs mois de retards son seul porte-avions dans l'océan Indien, puis pour avoir vu ses soldats parqués en Asie centrale sans avoir le feu vert américain pour rentrer en Afghanistan, sans parler de la tenue de la conférence internationale sur l'Afghanistan à Bonn. Bonne patriote, *l'Humanité*, dans son édition du 26 novembre 2001, s'en alarmait:

"L'Allemagne sous l'impulsion du chancelier Schröder souhaite désormais haut et fort son grand retour sur la scène politique et militaire mondiale. Non seulement elle revendique un poste au Conseil de sécurité de l'ONU (avec le soutien bavard de Blair et celui, plus discret, des Américains, qui ont pesé pour que la conférence interafghane se tienne à Bonn et non à Paris) mais elle

veut imposer son mode institutionnel à l'Union en liaison avec le rythme de l'extension de l'UE aux pays d'Europe centrale et orientale où elle est économiquement chez elle."

La guerre impérialiste a été une nouvelle expression que l'Union Européenne n'a rien à voir avec l'unité européenne. Les réunions de "coordination" — toute formelle - à géométrie variable tenues confinaient parfois au grotesque, telle celle tenue à Londres prévue à trois, puis à cinq, puis à huit (sur les quinze membres de l'UE):

"le cuisinier de Downing Street s'arrachait les cheveux, ne sachant jusqu'au bout le nombre de couverts." (Libération).

Lutte anti-terroriste: offensive mondiale contre les libertés démocratiques

Mais tous les impérialismes, quelle que soit leur place dans la coalition antiterroriste, ont sauté de concert sur l'occasion pour porter des coups sérieux contre les libertés démocratiques. Aux USA, au nom de la lutte antiterroriste, les pouvoirs du FBI ont été accrus, le contrôle de la correspondance par l'Etat fédéral généralisé, des tribunaux d'exception militaires mis en place. En Grande-Bretagne, c'est la législation sur le droit d'asile qui a été mise à mal, tout comme en Autriche, sous les exhortations vindicatives de Haider et de son parti.

En Allemagne, le Bundestag a adopté en décembre des lois d'exception. Le Monde du 18 décembre résume:

Les nouvelles dispositions, qui modifient dix-sept lois et plusieurs ordonnances, renforcent les pouvoirs et les moyens des services de sécurité, désormais plus facilement autorisés à lancer des enquêtes et à collecter diverses données informatiques auprès des banques, des sociétés de télécommunications et de la Poste; les étrangers qui menacent ou qui sont susceptibles de menacer "l'ordre démocratique" ou la "sécurité" du pays seront placés sous une surveillance plus étroite; les procédures d'expulsion seront facilitées.

Mais ces lois liberticides prises dans tous les pays capitalistes dominants forment la trame d'une offensive générale pour chasser toute pensée critique à l'égard des idées dominantes. "Qui n'est pas avec nous est contre nous" (Bush junior dixit): dans tous les domaines, la chasse au terroriste est ouverte. Aux Etats-Unis, c'est un véritable climat d'union sacrée qui prévaut, justifiant les licenciements massifs au nom de la lutte contre le terrorisme.

Nouvelles perspectives pour Israël dans sa campagne de terreur contre les Palestiniens

C'est une autre conséquence de la guerre – et de la politique de l'OLP - que la situation totalement dramatique dans laquelle le peuple palestinien se trouve plongé.

Certes, les accords d'Oslo-Washington avaient de toute façon fait leur temps. Dès septembre 2000, malgré la résistance du peuple palestinien, le processus de constitution d'un gouvernement d'union nationale était engagé, et signifiait qu'Israël se mettait en ordre de bataille pour réunir les conditions politiques de nouvelles avancées contre les Palestiniens. La "lutte contre le terrorisme" prend sans doute en Palestine son visage le moins fardé : c'est la terreur permanente contre les masses opprimées.

Dès le lendemain du 11 septembre, un nouveau cran était franchi. L'armée israélienne multipliait les descentes dans les "zones autonomes" palestiniennes, prélevant à chaque fois un lourd tribut de victimes, détruisant les maisons et plantations par centaines, manière de montrer sans ménagement "l'issue" que projette l'Etat sioniste pour les palestiniens: l'exil.

Courant octobre, le FPLP tuait le ministre ultra-raciste du tourisme, en représailles à la liquidation d'un de ses principaux dirigeants par le gouvernement Sharon-Pérès. Dès lors, l'armée israélienne commençait l'occupation durable des enclaves palestiniennes et durcissait encore la répression, marquée par des pics après quelques attentats-suicides organisés par des groupes islamistes palestiniens.

Mais à l'évidence la forme de la répression contre le peuple palestinien indique la possibilité d'un tournant, celui qui verrait l'Etat d'Israël se débarrasser purement et simplement de l'Autorité palestinienne. Il faut reproduire les propos qui ont le mérite de la franchise dans l'abjection - tenus par le ministre israélien de la sécurité intérieure au *Monde* du 14 décembre 2001.

Il faut donc, comme en Afghanistan, détruire ici les infrastructures de la terreur. Je ne parle pas seulement du Hamas et du Djihad mais des talibans locaux qui les protègent, le Tanzim, bras armé du Fatah, la force 17, la garde rapprochée d'Arafat, toute l'autorité à travers ses ministères, ses activités. Il faut mettre toutes ses organisations hors-la-loi, et hors d'état de nuire.

(...)La destruction d'Israël est inscrite dans le code génétique de l'Autorité palestinienne. Nous devons prendre des mesures beaucoup plus drastiques pour lutter contre elle. Tuer ses soldats, détruire ses bâtiments, l'étrangler financièrement.

(...)Quant aux responsables politiques, qu'ils retournent à Tunis!

(...)Nous sommes aujourd'hui 5 millions de juifs ici, et, plaise à Dieu, nous sommes plus riches que tous nos voisins arabes réunis. On a perdu trop de temps avec Oslo. Maintenant, il faut faire venir 1 million de juifs supplémentaires en dix ans et continuer à progresser.

En réalité, la tactique du gouvernement Sharon-Pérès est simple: exercer une pression telle sur l'autorité palestinienne que celle-ci se soumette totalement à ses ordres, quitte à la briser si cela s'avérait impossible pour elle.

Quoiqu'en disent les faux "amis" des Palestiniens qui prônent le retour au "processus de paix", la situation actuelle est l'aboutissement logique des accords d'Oslo-Wahington. Ceux-ci n'étaient rien d'autre l'enfermement du peuple palestinien dans des ghettos gérés, comme toujours les ghettos dans l'histoire, par des collaborateurs des autorités de tutelle. La police palestinienne ne pouvait fonctionner que comme "gourdin d'Israël". Qu'Arafat soit aujourd'hui cloué au piquet à Ramallah, à portée des canons sionistes, n'est que l'illustration de la situation créée par les accords: Israël dicte sa loi et se renforce sur tout le territoire de la Palestine.

Cherchant à sauver sa place, l'Autorité palestinienne multiplie les signes de soumission à Israël. Elle a réprimé dans le sang des manifestations s'opposant à la guerre contre l'Afghanistan. Elle multiplie les arrestations, a interdit la branche militaire du FPLP, etc. Cela l'amène de plus en plus ouvertement à s'opposer aux masses palestiniennes ainsi qu'aux organisations nationalistes petites-bourgeoises qui composent l'OLP. Mais l'Autorité n'a d'autre perspective: soit elle pourra servir à museler la lutte des palestiniens au compte d'Israël, soit elle perdra tout crédit dans cette voie et sera liquidée par les gouvernements de l'Etat sioniste.

On voit à quel point l'Etat d'Israël a progressé dans la voie qui fut toujours la sienne: mater et expulser les

Palestiniens, poursuivre la colonisation de la Palestine. Dans cette voie, on ne peut exclure que, suite à une nouvelle provocation (rappelons en effet que la création du Hamas par exemple fut largement impulsée par les services secrets israéliens pour faire pièce au Fatah), Israël impose de nouveaux reculs historiques aux Palestiniens, et éventuellement entame une nouvelle étape en procédant à la liquidation de l'Autorité palestinienne, et surtout avec elle des organisations nées de la lutte de ce peuple pour sa libération nationale. Le 22 décembre, le ministre israélien des infrastructures évoquait carrément la "déportation" des "arabes israéliens" qui soutiendraient les opérations contre Israël.

Telle est la situation dramatique qui est produite par l'engagement de la "lutte anti-terroriste" par les puissances impérialistes. Face à celle-ci, il faut réaffirmer: aucune solution n'est possible au Proche-Orient qui ne passe par la destruction de l'Etat raciste et colonial d'Israël, la tenue d'une Assemblée constituante fondant la République Unifiée de Palestine, Assemblée constituante ayant comme préalable le retour des réfugiés palestiniens, la restitution des terres et des biens dont ils ont été spoliés. Seules les masses palestiniennes peuvent ouvrir cette issue, dans la perspective d'un gouvernement ouvrier et paysan, d'une Fédération socialiste du proche et Moyen-Orient.

Dans l'immédiat, aucune tâche n'est plus urgente que de briser l'isolement du peuple palestinien face à la répression. C'est pourquoi la responsabilité des organisations issues du mouvement ouvrier, partis et syndicats, est d'appeler à de gigantesques manifestations devant les ambassades d'Israël pour exiger l'arrêt de la répression et défendre le droit du peuple palestinien à disposer de lui-même.

L'intérêt du prolétariat mondial: contre l'intervention impérialiste, aux côtés de l'Afghanistan et des masses d'Asie centrale et du Moyen-Orient

L'appréciation des conséquences de la guerre impérialiste contre l'Afghanistan ne peut laisser de place au doute: l'intérêt du prolétariat mondial était dans cette guerre l'échec de l'impérialisme, de se situer en défense de l'Afghanistan et des masses de la région. Cela passait évidemment par une lutte politique, le résultat sur le seul terrain militaire étant couru d'avance, lutte politique autour des mots d'ordre exprimant concrètement ce que serait l'échec de l'intervention impérialiste: le retrait immédiat et inconditionnel des troupes impérialistes, le boycott de l'intervention, la dénonciation des résolutions de l'ONU, mots d'ordre qui pour leur succès exigeaient que soit réalisé le front unique des organisations ouvrières.

Mais les travailleurs se sont heurtés une nouvelle fois à leurs vieilles organisations dégénérées et traîtres, qui se sont dans l'ensemble alignées derrière l'impérialisme américain. C'est vrai de l'AFL-CIO aux Etats-Unis, mais surtout de la social-démocratie en Europe, dont les représentants les plus en vue ont directement mené la guerre dans la mesure de leurs moyens, qu'il s'agisse de Blair, Schröder ou Jospin, sans trop de résistances internes dans les partis sociaux-démocrates. Tout aussi significative

fut la position des centrales syndicales, alignées elles aussi, se félicitant parfois ouvertement de la prise de Kaboul.

Ce à quoi on doit ajouter que ceux des prolétaires et jeunes qui cherchaient à engager le combat contre l'intervention ont vu se mettre en place un dispositif dont l'armature fut fournie par les organisations se réclamant frauduleusement du trotskysme, et notamment celles du Secrétariat Unifié (en France, la LCR) qui renvoyaient dos à dos les camps en présence dans cette guerre au nom du caractère clérical et ultra-réactionnaire du régime Taliban. Proclamant - ouvertement ou non - que cette guerre n'était pas la leur, ils oeuvraient pour leur compte au désarmement du prolétariat sur la question.

Au total, c'est sans réelle opposition que l'impérialisme a pu mener sa sinistre besogne en Afghanistan (il suffit de comparer avec les réactions – dévoyées par les appareils – qu'avait suscité la guerre contre l'Irak en 1991). Cela fait partie intégrante de son succès qui est d'abord politique contre les prolétariats du monde entier. Mais même dans des conditions politiques relativement favorables pour ses

défenseurs, le mode de production capitaliste n'en reste pas moins ce qu'en écrivait Lénine en 1916:

"Monopoles, oligarchie, tendances à la domination aux lieu des tendances à la liberté, exploitation d'un nombre toujours croissant de nations petites ou faibles par une poignée de nations extrêmement riches ou puissantes, tout cela a donné naissance aux traits distinctifs de l'impérialisme qui le font caractériser comme un capitalisme parasitaire ou pourrissant."

Le régime capitaliste toujours au bord de l'abîme

A propos de la situation économique mondiale, il faut d'abord rappeler: les attentats du 11 septembre ne sont pas la cause du ralentissement général. Ainsi, aux Etats-Unis, en rythme annuel, le PIB a baissé de 1,3% au second trimestre, et de 1,1% au troisième, selon les données actuelles. Autrement dit, c'est bien avant le 11 septembre que le ralentissement de l'économie américaine avait commencé. A son origine, l'essoufflement des conditions qui ont permis un phase de croissance de huit années (1992-2000) - croissance dont l'ampleur et la durée sont grosso modo identiques à celle du cycle précédent (1982-1991) - autrement dit, la baisse du taux moyen de profit. Ainsi, le ralentissement général de l'économie a été précédé du ralentissement de la production industrielle, qui a commencé à l'été 2000, avant de s'étendre à toutes les branches de l'économie, ainsi que CPS l'a déjà analysé.

A la limite, peut même se produire le contraire de ce qu'annoncent les commentateurs officiels: les attentats ont permis d'une part de créer un climat d'union sacrée permettant des licenciements par dizaines de milliers, qui contribuent au rétablissement du taux de profit. Le nouveau maire de New-York, le milliardaire Bloomberg, annonçait ainsi fin décembre que les effectifs municipaux seraient amputés de 20%!

Dans le même temps, la guerre (dont le coût serait environ d'un milliard de dollars par jour) pris en charge par l'Etat fédéral constitue un débouché nouveau pour de nombreux secteurs de l'économie, tous ceux qui vivent directement de l'économie d'armement, qu'il s'agisse de la sidérurgie, de la chimie, ce à quoi on doit ajouter les affaires mirobolantes en perspective pour les compagnies pétrolières américaines.

En tout état de cause, selon le rapport de décembre du Fonds Monétaire International, la croissance mondiale serait pour 2001 et 2002 à des niveaux historiquement bas. Ainsi pour ces deux années, le PIB des USA croîtrait de 1% et de 0,7% contre 4% les années précédentes, celui du Japon diminuerait de 0,4% puis 1%, celui de l'Allemagne n'augmentant que de 0,5% et 0,7%. Le commerce mondial stagnerait.

Quant à l'Union Européenne, les péroraisons des Fabius et ses comparses en Europe n'y changent rien, pas plus que la "dévaluation compétitive" de fait qu'a connu l'Euro depuis son lancement par rapport au dollar. Avec des degrés divers, tous les pays sont entraînés dans la même tendance à la stagnation économique, Allemagne en tête. On doit à ce sujet relever que l'Euro va connaître son vrai baptême du feu: c'est dans des circonstances analogues — la récession de 1992/93 — que le Système monétaire européen avait éclaté. L'existence d'une monnaie commune à des économies concurrentes et inégales dans une conjoncture économique difficile va faire immanquablement ressurgir

les tendances identiques. Ajoutons que l'inertie de la Banque centrale Européenne comparé à la politique de la Réserve Fédérale américain s'explique précisément par la difficulté de mener une politique répondant des économies nationales largement antagoniques et concurrentes. L'Union Européenne, comme son Euro, sont voués à l'éclatement, même si l'on ne peut en prédire les échéances.

A cette conjonction sans précédent du ralentissement simultané des trois premières économies mondiales se combine la santé chancelante des marchés financiers. Wall Street a connu deux années de baisse consécutive, ce qui ne s'était pas produit depuis 27 ans. Mais la baisse est restée limitée (7% sur le Dow Jones, 13% sur le S&P500 – 21% sur le Nasdaq), au regard des 20% de baisse moyenne enregistrés à Paris, Francfort, Londres ou Tokyo.

Le ralentissement général de l'économie capitaliste, les menaces sur la bulle financière posent la question de la faillite générale de l'ensemble du mode de production capitaliste. En est un symptôme la faillite du conglomérat de l'énergie Enron, rendue officielle le 12 décembre, faillite qui est la plus importante de toute l'histoire américaine. L'action d'Enron était cotée à quelques cents contre des dizaines de dollars cet été. Ce "capital" fictif s'est évaporé devant l'annonce de pertes massives ainsi que l'échec d'une procédure de sauvetage par fusion avec un concurrent, réduisant à néant d'un coup la possibilité de l'entreprise de s'en sortir (d'autant que de nombreuses irrégularités ont été mises à jour, dans lesquelles l'administration Bush est peutêtre mouillée). Enron montre le chemin que pourrait prendre l'ensemble des groupes capitalistes: baisse des profits, chute du cours en bourse, ou autrement dit de la possibilité de recourir au crédit pour faire face aux échéances, et faillite au bout du compte.

Aussi, ayant conscience de ce danger, le capitalisme US a pris des mesures qui rompent avec le mode de financement de l'économie depuis les années 80. La banque fédérale a porté le 11 décembre son taux de base à 1,75% (contre 6,50% au début de l'année 2001), soit un niveau nettement inférieur à l'inflation. Il s'agit ainsi d'une part de permettre le recours massif au crédit pour permettre aux capitalistes américains de traverser la récession, mais encore d'éviter un krach boursier. Au vu de la remontée de Wall Street le dernier trimestre, cet objectif a été atteint. Dans le même temps, le gouvernement a recouru à l'injection massive de crédits dans l'économie, notamment les crédits d'armement. Autrement dit, on assiste à la fois à la fin (provisoire) de la politique monétariste des taux élevés et aussi à un retour à l'intervention de l'Etat. Le Financial Times du 6 octobre 2001 commentait cette amorce de tournant ainsi:

"On peut valablement soutenir que, dans la mesure où la globalisation signifie des contraintes à l'action des

gouvernements et la diffusion des valeurs du marché sous l'inspiration des Etats-Unis, le courant s'est renversé."

Mais en réalité, de tels expédients ont déjà été employés au Japon, Etat largement endetté (à hauteur de 130% du PIB), où les plans de relance se sont succédés. Mais dans ce pays, les faillites se poursuivent. C'est que, malgré les promesses du gouvernement Koizumi, la purge nécessaire à la relance durable de l'économie capitaliste dans ce pays nécessite de liquider nombres d'acquis ouvriers ainsi que de canards boiteux du capitalisme japonais, ce qui paraît

difficile à un gouvernement qui reste appuyé sur le vieux parti Libéral-Démocrate (sorte de Démocratie Chrétienne nippone). Aussi l'économie japonaise subit-elle de plein fouet la perte de débouchés que signifie pour elle le ralentissement marqué aux USA.

Mais il est aujourd'hui un pays qui concentre à la fois les traits les plus poussés de la crise récurrente du mode de production capitaliste et des questions politiques auxquelles la classe ouvrière est confrontée: l'Argentine.

"Nous devons dire la vérité : l'Argentine est en faillite, l'Argentine est anéantie" (E.Duhalde, cinquième président argentin en onze jours)

En Argentine, l'effondrement financier conjugué à la lutte des classes a conduit à une véritable situation prérévolutionnaire. Que s'est-il passé? Les bons élèves du FMI, qui ont durant des années mené strictement la politique correspondant aux vœux de l'impérialisme. Plus encore qu'ailleurs en Amérique latine, l'appareil productif de ce pays et les services publics ont été privatisés, bradés, déchiquetés, soumis aux besoins des puissances impérialistes, livrés à la voracité des grands groupes américains, espagnols, français et britanniques.

Mais encore, l'Argentine a maintenu contre vents et marées la parité entre sa monnaie (le peso) et le dollar, pour maintenir l'afflux des capitaux étrangers. La dévaluation du Réal brésilien lors de la crise de 1998 n'a du coup fait qu'accroître les difficultés, alors que, en soi, la situation financière brute de l'Argentine n'est pas aussi mauvaise que celle du Brésil. L'endettement de l'Argentine représente en effet 50% du PIB contre 45% pour le Brésil, le déficit public argentin est de 3% du PIB contre 6% au Brésil. Mais la structure de la dette argentine – émissions obligataires en devises fortes -la rendait plus vulnérable.

Surtout, le fardeau de la dollarisation s'est conjugué à des problèmes politiques. Dans l'incapacité de faire passer son plan de "zéro déficit", le gouvernement de De la Rua s'est retrouvé dans une situation intenable. Les mesures prises contre les masses — baisse de 13% des salaires et des pensions, limitation des retraits bancaires —, la situation du prolétariat — 40% des Argentins sont sous le seuil de pauvreté, et, chose incroyable dans ce pays, la faim menace les travailleurs qui ont été contraints de mettre à sac les supermarchés, ont précipité sa chute.

Lors de deux journées, les 19 et 20 décembre, malgré une répression policière féroce, le soulèvement populaire a eu raison de De la Rua.

En haut, on, ne peut plus. La bourgeoisie argentine est en panique, elle cherche une issue désespérément. Elle a dû renoncer au paiement de sa dette, en catimini d'abord (en n'honorant pas les traites), puis très officiellement. Le péroniste Saa, président moins d'une semaine, a tenté de lancer une nouvelle monnaie "intérieure", se substituant aux monnaies provinciales émises dans le désordre pour payer les salaires et retraites qui ne peuvent plus être versés

en pesos. Les déchirements de la bourgeoisie argentine l'ont fait chuter, concomitamment à des manifestations importantes dans Buenos Aires lors desquelles le parlement a été envahi (mais il n'y avait aucune protection policière ce jour-là, signe que de nombreux secteurs de la bourgeoisie voulaient aussi la chute de Saa).

Le nouveau président Duhalde a annoncé la fin de la dollarisation en même temps qu'il reconnaissait la ruine du pays. La limitation des retraits bancaires (le "corralito") ne signifie en effet rien d'autre que ... les caisses sont vides.

En bas, les masses qui ont remporté une importante victoire en faisant choir le gouvernement de la Rua cherchent une issue. A peine Duhalde nommé, des manifestations hostiles se tenaient contre lui (prudent, le congrès argentin a annulé les élections présidentielles annoncées initialement pour mars). La question est posée de la constitution de "comités d'action", de ravitaillement, de contrôle ouvrier sur la production, pouvant devenir les fondements d'un véritable pouvoir ouvrier, d'un gouvernement ouvrier et paysan appuyé sur la centralisation de ces comités. Mais pèse lourdement sur le prolétariat argentin l'absence de parti ouvrier, constituant sa représentation politique et duquel il pourrait exiger qu'il combatte pour prendre le pouvoir.

Un tel gouvernement ouvrier et paysan seul pourrait prendre les mesures qui s'imposent pour mettre fin à la situation catastrophique qui frappe le prolétariat argentin: la répudiation définitive de la dette, la mise sur pied d'un plan de production satisfaisant les besoins urgents des masses, qui implique l'expropriation des groupes capitalistes en particulier des banques, de l'agroalimentaire, du commerce, dans la perspective des Etats-Unis socialistes d'Amérique latine.

En Argentine, comme ailleurs, fait défaut un parti ouvrier révolutionnaire agissant sur ces mots d'ordre.

Sa construction, celle d'une internationale ouvrière révolutionnaire, sera liée à la capacité de mettre en avant les réponses politiques saisissables par de larges masses, de s'organiser pour les faire valoir. C'est ce à quoi entend contribue, à la mesure de ses moyens, en utilisant les acquis politiques issus du combat pour la IV° Internationale, notre Cercle.

Les militants interviennent et informent CPS

I. LUTTE CONTRE LA GUERRE IMPERIALISTE CONTRE L'AFGHANISTAN

A. Université de Lille-III: l'UNEF prend position

Nous reproduisons ci-dessous un compte-rendu adressé par le camarade Yvon Breda.

"Ce 14 novembre à 17h s'est tenue une assemblée générale (nationale) l'UNEF militants de des III. Une délégation étudiante, représentant 150 signataires de l'appel contre l'intervention impérialiste était présente à cette réunion, pour exiger de l'UNEF de Lille qu'elle se prononce sur les trois points suivants:

-inconditionnellement contre la guerre menée contre l'Afghanistan;

-pour le retrait immédiat et sans conditions des troupes américaines britanniques françaises, et Centrale et du Moyen-Orient;

-exigence adressée aux dirigeants nationaux du syndicat pour manifestation qu'ils appellent à une nationale massive, à Paris, sur ces deux mots d'ordres.

Grâce à l'intervention de la délégation, comprenant à la fois nationale l'UNEF militants de militants de l'AGEL-UNEF (dont le président de ce syndicat), polémique avec les dureaprès une dirigeants de l'AGE, la délégation est parvenue à imposer que l'UNEF de Lille se prononce à la majorité des voix en faveur de l'orientation évoquée ci-dessus.

Toutes les sections syndicales étudiantes présentes à Lille I et Lille III) se rejoignent ces revendications qui ont été exprimées par des dizaines Čela constitue signataires. d'étudiants pas en avant significatif vers l'organisation du combat national contre l'intervention impérialiste."

B. Adresse aux dirigeants syndicaux de l'enseignement public

L'appel ci-dessous a recueilli notamment 20 signatures les 10, 11 et 12 octobre au Lycée Talma, Brunoy (91) 13 signatures du 11 au 15 octobre au lycée Virlogeux de Riom (63), 25 signatures la semaine du 15 octobre à l'IUFM d'Etiolles (91)

Nous soussignés, considérant que les bombardements massifs qui détruisent aujourd'hui les maigres infrastructures de l'Afghanistan servent, comme tous les précédents l'ont montré, à asseoir la domination des grandes puissances sur la région de l'Asie Centrale; considérant que les États américain, français, n'ont aucune légitimité pour intervenir militairement contre l'Afghanistan, eux qui soutiennent de nombreux régimes oppresseurs par le monde, comme les USA l'ont fait avec le régime Taliban; considérant que, à la suite de Bush, Chirac et le gouvernement ont confirmé que la participation militaire française à la guerre allait s'accroître dans les jours prochains, nous adressons aux directions syndicales de l'enseignement public SNES, FSU, CGT, FO ... pour qu'elles:

SÉ PRONONCENT INCONDITIONNELLEMENT CONTRE LA GUERRE MENEE CONTRE L'AFGHANISTAN EXIGENT LE RETRAIT IMMEDIAT ET SANS CONDITIONS DES TROUPES FRANÇAISES, AMERICAINES

ET BRITANNIQUES D'ASIE CENTRALE ET DU MOYEN-ORIENT

APPELLENT A UNE MANIFESTATION NATIONALE MASSIVE, A PARIS, SUR CES DEUX MOTS D'ORDRES

Et qu'elles s'adressent aux confédérations CGT et FO pour qu'elles fassent de même

C. Conseil syndical du SNUIPP-FSU (instituteurs) de la Haute-Loire

Après une intervention d'une syndiquée, la motion ci-après a été soumise au vote et a obtenu 3 pour, aucun contre ... et 18 refus de vote (la direction départementale)

"Le conseil syndical du Snuipp-43, réuni le 13 novembre 2001, se prononce pour :

L'ARRET IMMEDIAT ET INCONDITIONNEL DE L'INTERVENTION IMPERIALISTE CONTRE L'AFGHANISTAN, LE RETRAIT IMMEDIAT ET INCONDITIONNEL DES TROUPES FRANCAISES, AMERICAINES ET BRITANNIQUES D'ASIE CENTRALE ET DU MOYEN ORIENT.

Il s'adresse à la direction nationale du Snuipp pour qu'elle reprenne cette position et qu'elle s'adresse aux dirigeants de la FSU, des confédérations CGT, FO pour qu'elles appellent à une manifestation massive à paris sur ces mots d'ordr "

II. PALESTINE

A l'université de Lille-III, une réunion rassemblant près de quarante étudiants s'est tenue le 17 janvier 2002, notamment à l'initiative du camarade Yvon Breda. Cette réunion a adopté la position suivante à l'unanimité moins une voix:

1) halte au massacre du peuple palestinien 2) pour le droit inconditionnel du peuple palestinien de s'exprimer et de combattre pour ses revendications nationales 3) libération de tous les prisonniers politiques palestiniens détenus par Israël ou par l'Autorité palestinienne" 4) les dirigeants de l'UNEF ont pour responsabilité d'appeler à une manifestation nationale et centrale, devant l'ambassade d'Israël, sur ces mots d'ordres."

L'UNEF de Lille, saisie par plusieurs militants, doit se prononcer par un vote le jeudi 24 janvier. Un appel doit également être mis en circulation dans la perspective du prochain Collectif National de ce syndicat, les 2 et 3 février 2002.

III. ARTT ENSEIGNEMENT PUBLIC

Intervention du camarade O. Lestang lors de l'Assemblée générale région parisienne des CPE, le 13 décembre.

A. Première intervention

C'est un optimisme qui n'est pas de saison que soufflent les directions académiques du SNES dans leur tract diffusé ici-même qui annonce presque le retrait des textes que nous combattons et même un temps de travail à 35 heures par semaine. A entendre l'introduction de cette réunion par les dirigeants SNES, on comprend sans peine que ce que prétend leur tract est infondé: il n'y aura pas "retrait", mais "réécriture", et qu'aucune, absolument aucune garantie n'a été donnée par le ministère.

Nous apprenons donc aujourd hui que le gouvernement annonce donc deux "tables rondes", une le 14 décembre, une le 20, lors de laquelle la mouture finale des textes sera dévoilée. Et chacun sait compter, après le 20, nous serons en vacances. Autant dire qu'il s'agit de programmer la trêve des confiseurs. Mais il ne saurait en être question. Nous savons que les projets de texte concernant les CPE sont l'application directe du texte de cadrage sur l'ARTT à l'Education Nationale du 5 octobre, texte qui lui-même est l'application du décret Sapin.

Ce que nous voulons, c'est le retrait total et définitif des textes appliquant l'ARTT aux CPE, pas d'annualisation, même à coup de pondérations et autres, pas de rallongement du service de vacances ni d'astreintes supplémentaires (applaudissements). Tout comme les ATOSS cherchent à combattre contre les textes leur appliquant l'ARTT.

B.Deuxième intervention

Il faut rejeter les propositions d'ouvrir la discussion sur notre circulaire de fonction, les précaires, que sais-je encore. Seul un mot d'ordre clair peut assurer la force de notre mouvement: celui de retrait total et définitif du dispositif d'ARTT pour les CPE (applaudissements). Mais il faut le dire, on tente ici d'opérer un glissement, de faire porter à l'AG et aux collègues ici présents des responsabilités qui ne sont pas les leurs. Adopter une plate-forme, lancer des appels de l'AG à la grève? Nous essayons tous d'alarmer nos collègues. Mais c'est la responsabilité des directions syndicales qui est totalement engagée. Une intervenante a rapporté les propos d'un collègue qui ne faisait pas grève parce qu'il n'y avait pas d'appel de la part des organisations syndicales. Un dirigeant du SNES nous explique que, à part la région parisienne, seule l'académie de Nice est entrée en mouvement. Mais c'est parce qu'il n'y a aucun appel de la part des directions syndicales à engager le combat (applaudissements). Les mêmes nous proposent de reconduire la grève chacun si on le veut. C'est vouloir Aucun texte se situant dans le cadre du dispositif d'ARTT pour l'enseignement ne peut aboutir à un autre résultat. L'annualisation n'est pas négociable: les directions des syndicats nationaux et des fédérations doivent exiger l'abrogation du dispositif d'ARTT pour l'Education Nationale, ce qui serait un grand pas de franchi vers l'abrogation du décret Sapin (applaudissements).

Pour cela, la responsabilité des fédérations et syndicats nationaux de l'enseignement public, celle des directions du SNES, des fédérations FSU, CGT, FO, c'est d'appeler à la grève générale de l'enseignement public. (applaudissements). Il n'y a rien à négocier dans le cadre du dispositif d'ARTT. Les directions syndicales, celle du SNES notamment, doivent refuser de participer aux "tables rondes" qui se situent dans ce cadre et visent à nous faire nous calmer en attendant pourquoi pas la venue du père Noël. (applaudissements)

Enfin, bien qu'étant CPE, nous avons le sentiment d'être des pions. Les décisions prises par l'AG de lundi dernier se sont volatilisées, ainsi l'appel à une grève nationale, ainsi la position du refus de négocier que le SNES de Créteil avait pourtant repris. La question est posée du contrôle de notre action par les CPE eux-mêmes, avec les organisations syndicales unies à nos côtés.

nous faire marcher la tête en bas. Plus encore pour notre catégorie, isolés à un, deux, rarement plus, par établissement, il faut tirer les leçons de mars 2000: la grève reconductible établissement par établissement, c'est la dispersion de notre force. Au contraire, c'est aux directions syndicales d'appeler à la grève générale de l'enseignement public, pour l'abrogation du dispositif d'ARTT à l'Education nationale. C'est d'un appel clair dans ce sens que nous avons besoin aujourd'hui, pas de grève à saute-mouton (une grève académique un jour, une grève nationale un autre jour). Et il faut pour cela voter (applaudissements). Je propose que nous votions:

- l'exigence que les directions syndicales, SNES, FSU, CGT, FO etc. ne participent pas aux négociations tables rondes se situant dans le cadre du dispositif d'ARTT

- qu'elles appellent à la grève générale de l'enseignement public pour le retrait du dispositif de l'ARTT à l'Education nationale, le retrait total et définitif des textes d'ARTT pour les CPE

Vont alors se multiplier les manœuvres dilatoires pour empêcher que les motions soient soumises au vote. De nombreuses apostrophes fusent, relevons: "mais vous êtes là pour nous représenter, sinon vous servez à quoi?", "je suis syndiquée SNES et je voterai contre vous", "il faut mettre la proposition du collègue au vote". Ces manœuvres commencent à vider la salle. Mais restent encore 80 CPE quand enfin, à force d'insister, le vote est organisé. Excédé, un dirigeant du SNES traite notre camarade de "terroriste", ce qui est significatif d'un certain climat politique.

La motion suivante est adoptée par 54 pour, 3 contre, une trentaine de refus de vote et abstentions.

"L'AG des CPE réunie aujourd'hui 13 décembre à Paris s'adresse à l'ensemble des directions syndicales, à commencer par le SNES, et fédérations FSU, CGT, FO, etc. pour qu'elles appellent à la grève générale de l'enseignement public pour le retrait total et définitif du dispositif d'ARTT pour les CPE;l'abrogation du dispositif d'ARTT à l'ensemble de l'enseignement public".

Deuxième motion: "que les directions syndicales refusent la participation aux "tables rondes" se situant dans le cadre du dispositif d'ARTT ", le vote est saboté, seule une poignée de mains se lèvent.

Supplément enseignement public à CPS du 18/12/2001

LA RESPONSABILITE DES DIRECTIONS FSU (DU SNES, DE L'UNATOS, DU SNASUB), DES FEDERATIONS ET SYNDICATS FERC-CGT ET FNEC-FO EST TOTALE

Ils doivent se prononcer:

POUR L'ABROGATION DES TEXTES "ARTT" A L'ENSEIGNEMENT PUBLIC CONTRE TOUTE PARTICIPATION AUX "NEGOCIATIONS" DANS CE CADRE

Et, pour l'abrogation des décrets et arrêtés d'application de l'ARTT:

APPELER ENSEMBLE A LA GREVE GENERALE DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC

Le 5 octobre dernier, le gouvernement présentait deux arrêtés et deux décrets appliquant à l'enseignement public le décret dit "Sapin" d'août 2000 sur l'ARTT à la fonction publique. Ce décret est à l'image de ce que sont les deux lois "Aubry" d'ARTT, lois organisant dans le privé la destruction des acquis ouvriers, la flexibilité, l'annualisation, le gel ou la baisse des salaires, et finançant à flots le patronat (plus de

100 milliards de subventions par an) – en y associant les organisations syndicales.

Le décret vise à l'annualisation et l'atomisation unité par unité du temps de travail, l'intensification de l'exploitation des personnels, au nom de "l'amélioration du service rendu aux usagers" sans création de postes – tandis que les salaires réels des fonctionnaires sont sans cesse amenuisés.

ATOSS, CPE, ..., les personnels de l'enseignement public cherchent à combattre

Après les personnels hospitaliers, de la Culture, les personnels de l'Education nationale cherchent à se battre contre l'agression que représente pour eux aussi la mise en œuvre de l'ARTT, mise en œuvre que les principales directions syndicales ... ne cessent de réclamer depuis des mois, CGT et FSU en tête, voulant leurrant les agents en prétendant qu'il s'agirait de demander le passage aux "35 heures" alors qu'il n'en est rien et ne peut rien en être.

Les personnels ATOSS, selon les termes de l'accord signé le 16 octobre entre le ministère et les dirigeants de l'UNATOS-FSU, du SNAEN, etc., verraient une partie de leurs congés amputés (ou transformés en jours d'ARTT), leurs horaires "variables" définis "selon les contraintes nombreux l'établissement". de rectorats, Dans établissements, des grèves ont lieu contre l'ARTT. Mais ils se heurtent à la politique de leurs directions syndicales, qui participent aux ont signé avec le gouvernement, commissions locales de mise en place de l'ARTT.

Les CPE sont pour leur part confrontés à des projets de textes qui annualisent leur service, accroissent les servitudes (service de vacances allongé, astreintes, etc.). Depuis le 10 décembre, eux aussi multiplient les grèves, notamment en région parisienne. Eux aussi se heurtent au barrage fait par la direction de leur principal syndicat, le SNES, qui s'inscrit totalement dans la négociation d'application du dispositif d'ARTT au ministère, participe aux "tables rondes" mises en place par le ministère pour faire lanterner les CPE jusqu'aux vacances, et freine des quatre fers face à la mobilisation de ce corps. Ils se heurtent aussi à la division syndicale (appel par la CGT à une grève nationale le 18, par le SNES à une grève nationale le 20).

Quant aux enseignants, l'introduction de l'annualisation du service des CPE, des COP et des ATOSS est un prélude à la destruction de leur statut, qui progresse déjà en rampant par l'introduction progressive dans leur service des TPE, "parcours croisés", "aide individualisée", etc.

L'Assemblée générale des CPE réunie le 13 décembre à Paris a adopté à une large majorité la motion suivante:

"L'AG des CPE réunie ce 13 décembre à Paris s'adresse à l'ensemble des directions syndicales, à commencer par le SNES, et les fédérations FSU, CGT, FO, etc. pour qu'elles appellent à la grève générale de l'enseignement public pour le retrait total et définitif du dispositif d'ARTT pour les CPE; l'abrogation du dispositif d'ARTT à l'ensemble de l'enseignement public"

La responsabilité des directions syndicales FSU (SNES, UNATOS, SNASUB), FERC-CGT, FNEC-FO, est totale, aux personnels de s'organiser pour leur imposer:

- qu'ils exigent L'ABROGATION DES TEXTES APPLIQUANT L'ARTT AU MINISTERE et retirent leurs signatures de l'accord concernant les ATOSS du 16 octobre dernier
- qu'ils boycottent et appellent au BOYCOTT DES PRETENDUES "NEGOCIATIONS" ouvertes pour faire avaler la pilule ("tables rondes", "commissions locales de suivi")
- qu'ils appellent, à la GREVE GENERALE DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC pour le retrait total des textes d'ARTT au ministère.

ce qui ouvrirait la voie à l'abrogation du décret gouvernemental d'ARTT d'août 2000.

Obtenir l'abrogation des arrêtés et décrets d'application de l'ARTT, la défense des acquis, exige d'infliger une défaite au gouvernement de la "gauche plurielle" Jospin-Gayssot-Cochet-Schwartzenberg, qui choie les flics et les gendarmes et lamine les acquis de la masse des travailleurs. Il y a encore à l'Assemblée nationale une majorité de députés PS et PCF, desquels il est possible d'exiger qu'ils rompent avec le gouvernement, chassent Chirac, mettent à bas la 5ème République, et constituent un gouvernement sans représentant des partis bourgeois dont les travailleurs exigeraient la satisfaction de leurs revendications, ce qui exige de s'attaquer au régime capitaliste. Tel est l'axe sur lequel combat le Cercle pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire.

Supplément RATP à CPS du 6 décembre 2001

Le gouvernement Jospin-Gayssot-Schwartzenberg-Cochet, gouvernement aux ordres du capital

Pour la classe ouvrière, après le gouvernement Chirac Juppé et ses prédécesseurs, le gouvernement de la gauche plurielle est le celui du chômage pour des millions de prolétaires, plus nombreux de mois en mois; celui du travail précaire (intérim, Cdd, ...). Et voici que les " plans sociaux " se multiplient, chacun frappant des familles ouvrières par centaines, par milliers et plus. Les " cost killers" (tueurs de coût) ont les mains libres. Ainsi, quand Michelin, 1er groupe mondial dans sa catégorie annonce simultanément +20% de ses bénéfices et 7 500 suppressions d'emplois en Europe, Jospin donne son feu vert (" Je ne crois pas que l'on puisse désormais administrer l'économie " - 13/7/1999). Ce gouvernement n'a eu de cesse de s'en prendre aux conquêtes de la classe ouvrière et d'offrir aux patrons, avec les lois Aubry, " le beurre et l'argent du beurre ", la flexibilité, de gigantesques exonérations "sociales" et la "modération salariale" (perte du pouvoir d'achat). Il a poursuivi la mise en œuvre du plan Juppé de destruction de la Sécurité sociale (" le plus grand rapt du siècle " dont le prolétariat a été la victime - M. Blondel), dont le MEDEF

revendique désormais publiquement la privatisation. (" Ce qui est bon pour l'entreprise, est bon pour la France ").

Il a plus privatisé que Balladur + Chirac réunis, a fusille le pouvoir l'exemple. Sinistre fonctionnaires pour d'achat des rapprochement : alors que la loi Aubry va éreinter, toujours plus, le personnel des hôpitaux publics, il offre aux patrons des cliniques privées les milliards supplémentaires qu'ils exigent ! "Absolument fabuleux " (Alternatives économiques): il privatise les licences de téléphonie de nouvelle génération (имтs) pour 130 milliards de francs et, brusquement, sous l'injonction du grand capital, divise le prix par 8. Un " fabuleux jackpot " (id), un cadeau de 115 milliards pour le grand capital! Quant au sort des retraites des fonctionnaires et des personnels des entreprises publiques, le Conseil d'orientation des retraites que Jospin a mis en place avec l'active contribution des confédérations ouvrières, " préconise " un alignement sur le privé en commençant par les fonctionnaires.

RATP: accord anti grève

A la suite de FRANCE TELECOM (privatisé), EDF, GDF et LA POSTE, la RATP, comme la SNCF, s'engage progressivement dans le fonctionnement d'une entreprise capitaliste (privée), dont la vocation est de devenir un des 1^{ers} groupes mondiaux (grâce à la loi dite SRU). Fréquence (CRE) a montré l'ampleur de la "galaxie RATP", dont les filiales ont 80% de personnel hors statut RATP. En lieu et place du système d'indemnité compensatrice (l'Etat assurait automatiquement l'équilibre des comptes), la Régie est, depuis la contractualisation avec la nouvelle autorité de tutelle (STIF), instaurée en 2000, astreinte à obligation de résultat financier, ce qui équivaut à obligation de "rationalisation" sur le dos des personnels et l'avenant au contrat, signé cet été, a pour objectif de durcir cette rationalisation qui a abouti à des vagues de restructuration, des suppressions massives de postes, déqualification et déréglementation, la polyvalence.

Tel est le bilan tiré par le CDEP métro RER (oct 2001). L'ARTT est un instrument de déréglementation. Ainsi, il est question pour les titulaires de bureau de vente de faire l'accueil une partie du service. "Ce n'est pas conforme à la RER15", reconnaît la Direction "mais, le service public l'exige!". Autrement dit: Je ne fais que mettre en musique le protocole du 2 juillet 1999, qui accorde à la Direction les moyens d'" adapter l'offre à la

demande "

Chaque Directeur pourrait reprendre les termes de la lettre adressée à chaque agent le 12/7 par le Directeur de la ligne 2 :

(Nous respecterons) " les réglementations internes et les accords responsabilit 13 em mois : le grand bluff...

Ahurissante "conquête": ce sont les travailleurs eux-mêmes qui financent l'essentiel, par l'étalement des échelons. "Conquête" qui prendra pleinement effet ... en 2009! La Direction trouve une

Toutes les organisations syndicales - sauf GIIC (cadres) CGT - ont signé. Cette (quasi) unanimité valorise la Direction, pour une opération qui ne lui coûte pas grand-chose (0,3% par an de la masse salariale), sans oublier tous les avantages sous-jacents qu'elle tirera d'un réaménagement de la grille, en rationalisant la gestion, ...

Après l'éclatement du département Métro, c'est au tour des services ouvriers (MTPI). "Une refonte d'une telle envergure ne peut réussir qu'avec la participation des acteurs concernés", explique le DGA (Entre les lignes - nov 2001) et les "acteurs", à savoir les responsables syndicaux, ont tous répondu favorablement par la signature de la "charte de suivi de la mise en place de la modernisation".

L'introduction de la télébilletique concerne des milliers d'agents au ferré; l'existence de leurs postes, leur qualification sont en cause.

Dans ce domaine aussi, la Direction envisage de poursuivre l'application de sa politique avec le même succès que la mise en œuvre de l " aménagement et la réduction du temps de travail " : flexibilité et baisse du pouvoir d'achat des salaires.

ARTT: " + de travail, - d'effectif", pour les 84 et les AX.

d'entreprise et toujours après concertation avec les organisations syndicales ". N'est ce pas un lourd témoignage à charge contre la participation, les " accords d'entreprise " (en ce qui concerne les conducteurs, accord spécifique de 1998, ravivé par celui de juillet 2001) ?

Les "consultations" sur "questionnaire" que la Direction a organisées (au métro et au RER) ont autant de portée pour les personnels que répondre à la question : A quelle sauce voulezvous être mangés ? C'est pourquoi, qu'ils refusent de répondre ou répondent pour ceci ou pour cela, les personnels n'ont aucune responsabilité dans la mise en œuvre de l'ARTT.

occasion d'opposer le personnel entre les jeunes qui subissent des échelons. "Conquête " plein pot l'étalement des échelons et les autres, mais aussi le personnel actif et les retraités (pas de péréquation des retraites). … Un accord implicite des signataires sur l'accord salarial.

C'est une manière de valider l'accord salarial 2000-2001 dont il devient une annexe. Et puis, s'il s'agit d'" une avancée sociale majeure " est-ce que cela ne relativise pas la question des salaires? (Pour FO, " le 13ème mois devrait permettre à terme d'être un des leviers privilégiés pour pallier l'austérité salariale "!)

Baisse du pouvoir d'achat

Mais les faits sont têtus. Depuis janvier 2000, le coût de la vie, mesuré par l'indice officiel, a augmenté de 3,2% et le point

statutaire de 1,4%. L'accord salarial a donc fait reculer le pouvoir d'achat de 1,8%, et ce, en application du protocole du 2/7/1999.

Accord relatif au droit syndical et à l'amélioration du dialogue social : l'accord antigrève

Le protocole indique qu'entre la RATP et les signataires, "il a été convenu de renouveler le droit syndical en s'appuyant sur la volonté commune d'améliorer le dialogue social à tous les niveaux dans l'intérêt de l'entreprise et de ses agents, mais surtout au bénéfice des voyageurs et des franciliens grâce à une

meilleure prévention et une meilleure résolution des situations conflictuelles". "La volonté commune d'améliorer le dialogue social" signifie que les dirigeants soumettent les syndicats à la bonne marche de l'entreprise. Il s'agit de faire des syndicats les "partenaires" de la Direction pour faire passer sa politique

antiouvrière. Poussée à son terme, cette "cogestion" serait

" Le président de la RATP a craqué, L'occasion était trop belle. "

C'est sur 3 colonnes à la une que Le Monde (6/12/2001) a annoncé: "A la RATP, un nouveau code syndical de bonne conduite pour éviter les grèves ". Reçu par L. Fabius, " J-P. Bailly (...) a révélé que l'accord sur l*alarme sociale' (...), signé en 1996, venait d'être renouvelé. Mieux : cette fois, le texte a été signé par l'ensemble des syndicats, y compris la CGT. Plus exactement par

des 4 organisations cégétistes : le GISO (ouvriers) et l'encadrement. De plus, la CGT bus pourrait le parapher. Seule la CGT rail resterait donc à l'écart.". (L'enthousiasme du Monde ne l'autorise pas, pour autant, à embellir la mariée déjà trop belle : en fait, 2 syndicats CGT sur 5 ont signé à ce jour.)

fatale aux organisations syndicales.

Alarme sociale

Pour Le Figaro (29/11), immuable porte-parole de la bourgeoisie française, la RATP échappe à la grève, ce " mal social qui ronge les entreprises publiques", grâce à la procédure de l'" alarme sociale". "En 5 ans, il a permis de diviser par 3 le nombre de jours de préavis de grèves. Un rêve pour L. Gallois le PDG de la SNCF!

... bras armé du " dialogue social ".

Le président de la RATP " a tenu à signaler (...) plusieurs cadres cet ont dispositions nouvelles. La 1^{ère}, qui constitue une étape syndicats ". supplémentaire dans la décentralisation du dialogue social et des niveaux de négociation, prévoit la mise en place de délégués syndicaux aux 3 niveaux, Entreprise, Département et désormais également Unités opérationnelles " (informations du CA - 26/10). Les signataires ratifient ainsi la décentralisation opérée, étape par étape depuis 1990, dont l'objectif fixé est de faire fonctionner la RATP comme un ensemble de PME, et prennent la responsabilité d'aggraver la dislocation des personnels. Par contre, le Président a été discret sur les "ressources supplémentaires", que les

cadres CGT ont qualifiées de "prime substantielle aux bons'

Les accords ne devraient désormais s'appliquer que si les signataires ont recueilli au moins 35% des voix lors des élections professionnelles, ce qui, compte tenu des résultats actuels, donne aux dirigeants CGT une responsabilité prédominante, mais non exclusive. En outre, même sans parapher le protocole, toute organisation est conviée à appliquer le consensus antigrève, la commission de respect des accords " s'ouvrant désormais aux signataires et aux non-signataires.

Dénoncer les accords d'Entreprise ou se faire l'instrument de l'application de la politique de la Direction

Depuis la 'rentrée' de septembre, les organisations syndicales ont lancé de nombreuses actions. Avec la volonté de lutter pour les revendications?

Que l'on juge, par exemple, le 30/11 sur le seul métro. 6 (six) lignes ont été appelées, séparément, à la grève, impossible de résumer. Echantillon : sur la ligne 9, Fo appelle à un arrêt de travail de 10h à 14h; la CGT de 16h à 20h; le SAT appelle les agents 81 de 23h15 à 02h15. Et sur la ligne 5, la CGT appelle à la grève de 8h à 9h, sup de 17h30 à 18h30 !!

Pourquoi les responsables syndicaux appellent-ils à la grève d'un côté et négocient-ils avec le Directeur la mise en œuvre de l'ARTT, de l'autre ? Dans ces conditions, pourquoi la Direction céderaitelle – et ligne par ligne? Pour les travailleurs, il apparaîtra de plus en plus clairement que la 1ère exigence est :

que les bureaux syndicaux signataires dénoncent le protocole antigrève du 23/10/2001, le protocole du 2/7/1999, les accords qui en procèdent et le contrat salarial,

- que les non-signataires refusent de participer à leur mise en œuvre et exigent leur dénonciation.

Les dirigeants syndicaux doivent rompre avec la participation et la concertation, réaliser l'unité des syndicats contre la direction et sa politique, pour les revendications

Si les accords ont pour but de verrouiller toute mobilisation, les travailleurs, eux, n'ont rien signé. Pour défendre les conditions de vie et de travail, ils chercheront à combattre la Direction, et pour cela, à imposer aux syndicats qu'ils jouent leur rôle - préserver les acquis, défendre les revendications :

rattrapage du pouvoir d'achat perdu par les salaires en 2000-2001 et depuis des années (+23% pour rattraper le niveau de 1981), échelle mobile des salaires, contre toute individualisation et intéressement, pour une grille des salaires fondée sur la seule reconnaissance des qualifications,

pas un agent en moins, pas un poste en moins, pas d'emploi précaire, annulation des restructurations,

- défense du régime particulier des retraites et du régime spécial de maladie

Il faut briser la barrière de la participation, dicter aux bureaux syndicaux qu'ils boycottent le CA, les CDEP, " commissions de suivi ", tous ces organismes de concertation, où se nouent des liens de plus en plus étroits avec la Direction, qu'ils réalisent l'unité des organisations syndicales, la mobilisation des personnels et fassent prévaloir et triompher les revendications. Pour y contribuer, il faut se préparer, s'organiser.

Aucun combat ne peut déboucher s'il ne cherche pas à vaincre le gouvernement. L'Assemblée nationale reste composée d'une majorité de députés du PS et du PCF. Cela signifie que la possibilité demeure, pour les travailleurs, de contraindre les députés PS et PCF à rompre avec ce gouvernement, de constituer immédiatement un gouvernement sans représentant des partis bourgeois, de chasser Chirac et d'en finir avec la V^{ème} république. De ce gouvernement, ils exigeraient qu'il satisfasse les revendications.

Le régime capitaliste ne peut qu'en permanence s'attaquer aux conditions d'existence des masses laborieuses et de la jeunesse, à l'ensemble des conquêtes qu'elles ont arrachées. C'est pourquoi il est nécessaire que la classe ouvrière prenne ellemême le pouvoir, exproprie la bourgeoisie, démantèle l'Etat bourgeois. Le PS et le PCF sont définitivement attachés à la défense du régime capitaliste. Pour constituer un réel gouvernement ouvrier, la classe ouvrière a besoin d'un Parti révolutionnaire. d'une Internationale ouvrière ouvrier révolutionnaire

Cps informe:

Afghanistan. L'UNEF (syndicat étudiant) de l'université de Lille a adopté le 14/11 un appel signé par 150 étudiants et s'est prononcée:

- inconditionnellement contre la guerre menée contre l'Afghanistan
- pour le retrait immédiat et sans condition des troupes françaises, américaines et britanniques d'Asie centrale et du Moyen-orient,
- adresser l'exigence aux dirigeants nationaux du syndicat qu'ils appellent à une manifestation nationale massive à Paris sur ces 2 mots d'ordre.

Palestine. Le congrès du syndicat CGT METRO RER, les 14 et 15/6/2001, a décidé de s'adresser à la Confédération CGT afin qu'elle appelle, dans le front unique des organisations syndicales. à une manifestation massive devant l'ambassade d'Israël pour exider : Assez du massacre du peuple palestinien! C'est le droit du peuple palestinien d'exprimer et de combattre pour ses revendications.

Les circonstances actuelles exigent que le bureau syndical CGT METRO RER mette immédiatement en œuvre cette résolution adoptée par l'instance suprême du syndicat (et la porte à la connaissance de l'ensemble des personnels qu'il représente).

Université:

Les dirigeants de l'UNEF aux côtés du gouvernement

Le combat contre la guerre impérialiste contre l'Afghanistan: une question politique esentielle

La rentrée universitaire 2001 s'est opérée dans le cadre d'une situation politique très particulière : depuis le 20 septembre2001 se déroulait l'offensive impérialiste contre l'Afghanistan - comprenant le déploiement de nombreuses troupes impérialistes en Asie Centrale, le renforcement de celles déjà présentes au Moyen-Orient, au Proche-Orient, à Chypre, mais aussi et surtout, à partir du 7 octobre les bombardements massifs contre les infrastructures et les populations civiles d'Afghanistan. Face à cette situation, pour les étudiants révolutionnaires, la nécessité de combattre l'intervention impérialiste se devait de reléguer à l'arrière-plan toute autre considération.

L'éditorial de CPS n°5, paru au cours des évènements, celui du présent numéro le démontrent largement : derrière la soidisant "lutte contre le terrorisme" proclamée par Bush, Blair, Chirac et consorts, c'est une nouvelle offensive de grande ampleur qui a été engagée par l'impérialisme contre les peuples d'Asie Centrale, du Proche et Moyen Orient. La place de la jeunesse étudiante en France, ses traditions, ses possibilités de mobilisation immédiate, prenaient dans ce contexte une importance décisive. La responsabilité des dirigeants de l'UNEF était totale.

Sur la base de l'appel contre l'intervention impérialiste : l'UNEF Lille prend position

Sur les universités où ils sont présents, les étudiants révolutionnaires ont fait contresigner un appel contre l'intervention impérialiste (publié dans le présent numéro de CPS). Ils ont rassemblé plusieurs centaines de signataires autour de trois exigences adressées aux dirigeants de l'UNEF: prenez position inconditionnellement contre la guerre menée contre l'Afghanistan; retrait immédiat et sans conditions des troupes américaines, françaises et britanniques de l'Asie centrale et du Moyen-Orient; que le syndicat appelle à une manifestation nationale massive, à Paris, sur ces deux mots d'ordres.

A Lille, une délégation étudiante représentant 150 signataires des universités de Lille I et Lille III a pu être constituée. Représentée au sein d'une Assemblée Générale des militants de l'UNEF, elle a obtenu que l'AG se prononce, à la majorité des voix, en faveur des mots d'ordres contenus dans l'appel. En outre, dès avant ce vote, l'AGEL-UNEF, (section syndicale issue de la défunte UNEF-SE) avait repris l'appel à son compte.

L'appel contre l'intervention impérialiste, repris par l'ensemble des sections syndicales étudiantes des

universités lilloises, a été relayé au niveau national communiqué aux dirigeants nationaux de l'UNEF, à ceux des AGE issues de l'UNEF-se, de même qu'à ceux de la "Fédération Syndicale unitaire". Les résultats de l'intervention des étudiants trotskistes à Lille témoignait d'une réelle aspiration d'une partie de la jeunesse étudiante à engager le combat et à considérer que face à l'impérialisme et en premier à Chirac et au gouvernement de la gauche plurielle, gouvernement au service de l'impérialisme français, cette guerre était la leur. Dans de nombreuses villes universitaires (comme Montpellier, Dijon, Strasbourg, Rouen, Nancy...), malgré le matraquage nauséeux des médias et surtout le silence complet des appareils et notamment à l'Université de l'UNEF, des étudiants, par centaines, ont cherché à se rassembler et à manifester. Les dirigeants de l'UNEF ont apporté un soutien sans faille au gouvernement tandis que les organisations gauchistes décomposées, en particulier la LCR, la plus présente, tout en déclarant légitime et justifiée la "lutte contre le terrorisme", ont au mieux appelé à manifester contre les bombardements, refusant d'engager le combat réel contre le gouvernement: pour le retrait des troupes françaises...

Les dirigeants de l'UNEF complices du gouvernement

Dans le prolongement du 11 septembre, alors que la participation militaire de la France n'était pas encore annoncée et que certaines fractions du gouvernement s'y montraient opposés, les dirigeants nationaux de l'UNEF ont publié une déclaration commune avec ceux des Etudiants Musulmans de France (sic!), dénonçant les attentats commis aux Etats-Unis appelant à "une enquête approfondie" pour en retrouver les auteurs et rejetant "tout amalgame entre ces extrémistes fanatiques et meurtriers et les musulmans". Cette déclaration, ne faisait aucune mention des préparatifs militaires contre l'Afghanistan, n'appelait à aucune mobilisation contre la guerre en préparation: elle ne dérangeait en rien Chirac ou le

gouvernement et " collait " même à leurs orientations. Elle comportait, tout au plus, cette sentence équivogue :

"Nous refusons l'engrenage, les appels à la violence et à la guerre, le basculement dans la haine. Nous refusons qu'une vengeance aveugle s'abatte sur des populations civiles. " (Etudiants de France n°224, octobre 2001).

Malgré près de deux mois de bombardements et d'opérations militaires, malgré la prise de position de l'UNEF-Lille, les dirigeants nationaux de l'UNEF n'ont rien dit, rien fait pour assumer leur responsabilité dans cette situation. La cause de cet abstentionnisme criminel doit être pointée du doigt : c'est que les dirigeants nationaux de l'UNEF, sont membres de la Gauche Socialiste au sein du PS et du PCF, et ont été à ce titre partie prenante de la politique du gouvernement.

La Gauche Socialiste compte parmi ses dirigeants Julien Dray, député du PS,.. Celui-ci c'est particulièrement distingué dans le registre des "va-t-en-guerre". Il a écrit dans l'hebdomadaire dudit courant :

"Oui, il faut éradiquer le terrorisme. Et cette lutte peut nécessiter l'usage de la force. Il reste à savoir quels sont les buts de guerre", précisant plus loin: "La question qui se pose à notre pays n'est donc pas celle de la quantité de porte-avions mis à disposition de la coalition, du nombre de divisions envoyées en Afghanistan."(A Gauche, 10/10 01).

Le même Dray est, au PS, secrétaire national chargé des affaires de sécurité, jouant le rôle d'aiguillon dans la mise en œuvre de la politique répressive et liberticide du gouvernement! (voir l'éditorial du présent numéro de CPS). Il convient de souligner, que buvant le calice jusqu'à la lie les dirigeants de l'UNEF sont restés muets face au renforcement du plan Vigipirate, l'accentuation de la chasse au faciès dont sont victimes en particulier de nombreux étudiants maghrébins et les mesures policières contenues dans la loi Vaillant. Il est vrai par ailleurs que Julien Dray est l'un des plus éminents représentant des groupes de pression sionistes au sein du P.S.

Des "gauchistes" totalement serviles

Face à l'offensive impérialistes contre l'Afghanistan, les divers regroupements "gauchistes" et ceux prétendant représenter une "alternative" à la politique menée par les dirigeants de l'UNEF ne se sont guère mieux comportés. La tendance "Tous ensemble" animée entre autres par la JCR et les réseaux Socialisme par en bas a ainsi défendu la position suivante :

"Il faut arrêter les bombardements et ouvrir les frontières d'Afghanistan pour laisser passer et agir les représentants des ONG et des missions humanitaires (...) Il faut également donner les moyens à ceux qui résistent sur place de se battre effectivement contre les talibans, en particulier l'alliance du nord qui, bien qu'elle s'inspire également d'un islamisme relativement extrême (sic! – ndlr) représente la seule force armée en action sur le terrain " (bulletin Tous ensemble n°3, octobre 2001).

Soutien à l'Alliance du Nord (ou au Front Islamique Uni, de son nom véritable)? De cela, les impérialistes ne se sont pas privés! Cette position, véritable supplique adressée au gouvernement va-t-en-guerre, s'inscrivait complètement dans l'orientation de celle des dirigeants de l'UNEF.

Mention doit être faite, de la position défendue par les quelques noyaux syndicaux issus de la défunte l'UNEF-se. En effet, ceux-ci ont affirmé au début des événements :

"Nous sommes prêts à participer, sur toutes les universités où nous sommes présents, à des collectifs unitaires regroupant toutes les organisations syndicales et politiques, toutes les associations refusant la guerre". Cependant, interpellés pour reprendre à leur compte l'appel contre l'intervention impérialiste, ceux-ci le rejetaient en affirmant :

"nous pensons pour notre part que le combat contre la guerre doit être menée en s'adressant aux étudiants de France, pas aux quelques dirigeants professionnels de cette organisation (l'UNEF nationale, ndlr) qui n'a rien d'un syndicat ni dans ses buts, ni dans son action, ni dans ses structures ".

Et pourtant, tout en rejetant le combat pour le front unique des organisations étudiantes, les dirigeants de l' "UNEF maintenue "n'ont pas dédaigné par contre de faire signer un appel à... Chirac et Jospin! Ils se sont d'autre part associés à un "appel d'universitaires, chercheurs et ingénieurs "comportant cette conclusion:

"La France doit être à l'initiative d'interventions diplomatiques et politiques de grande ampleur. Nous nous adressons de façon pressante au gouvernement français pour qu'il en soit ainsi ".

Or, au contraire de l'UNEF, le gouvernement avait été très clair quant aux "interventions diplomatiques " qu'il comptait effectuer: rien moins que le soutien et l'accompagnement de l'intervention en Afghanistan! Enfin, ajoutons que la prétendue "Fédération syndicale étudiante " (FSE), regroupement de quelques AGE se prétendant une " alternative à l'UNEF ", s'est illustrée par son silence complet sur cette question décisive.

La marche à la liquidation totale de l'enseignement supérieur public

Les 12, 19 et 26 novembre 2001 ont été adoptés par le CNESER trois projets de décrets instituant le "système de crédits ECTS" et de la "Validation des Acquis de l'Expérience" à l'Université. Ces textes définissent le "cadrage" d'une refonte complète du système universitaire, sous prétexte de l' "harmonisation européenne des diplômes". Comme le signalait déjà l'éditorial de *CPS* n°4 du 10 juin 2001, le "système ECTS" est une véritable machine de destruction de l'enseignement supérieur public.

Le principe général du dispositif du gouvernement et de son ministre Lang est de substituer un système de "points " au système d'examens sanctionnant l'acquisition des connaissances et du savoir : 60 points correspondraient à une année universitaire, 180 au "grade de licence " et 300 au "grade de mastaire ". Ce serait sur la base de la "charge totale de travail requise de la part de l'étudiant" que seraient accumulés ces points, le "travail" en question pouvant être indifféremment celui fourni pour des "stages, mémoires, projets et autres activités " : cette définition déjà éloquente est lourde d'implications à tous les niveaux de l'organisation universitaire.

Destruction des diplômes nationaux

La contre-réforme du gouvernement s'appuie sur les mesures déjà appliquées à l'Université, et en particulier le

"plan 3-5-8" dont la licence professionnelle a constitué l'expression la plus nette: il s'agit aujourd'hui, pour lui,

d'étendre le " modèle " de l'enseignement professionnel à l'ensemble des formations universitaires.

La première implication de cette politique est la fin de toute référence au diplôme national en tant que tel.

Le décret relatif aux grades et titres universitaires, accueilli favorablement par le CNESER plénier du 26/11 (51 voix pour et 5 contre, ce qui implique que les représentants de l'UNEF l'ont approuvé) affirme ainsi que "les grades universitaires sanctionnent les divers niveaux l'enseignement supérieur " (art 1er): ils s'agirait du baccalauréat, de la licence, du "mastaire " et du doctorat. Mais la notion de grade, sans valeur juridique, est clairement dissociée de la notion de diplôme par ce décret : "les grades et titres sont conférés aux titulaires de diplômes nationaux propres à chaque domaine formation ". Depuis la mise en application du plan " 3-5-8 ", le grade de " mastaire ", créé de toutes pièces, s'applique aussi bien à un DESS régional, effectué en alternance, qu'à un diplôme d'architecte ou à un DEA. Sur le même modèle, les autres grades pourraient englober tout et n'importe

quoi : par contre, le diplôme proprement dit cesserait d'être un élément structurant du système universitaire.

Dans la même optique, l'article ler du décret de "construction de l'espace européen d'enseignement supérieur", décret de mise en place des ECTS, précise que seul "un cadre permettant aux établissements supérieurs d'innover et d'initier de nouvelles formations" est défini nationalement: pratiquement, il revient donc à chaque université de procéder à la réorganisation de l'ensemble des formations universitaires qu'elle dispense.

Certes, des "parcours-types" de formation seraient définis par l'éducation nationale(article 3): cependant, une référence similaire, juridiquement floue, était invoquée pour la mise en place des licences professionnelles et DESS, et cela n'a empêché en rien la multiplication de pseudo-diplômes régionaux en alternance. Cela n'empêche en rien qu'une licence professionnelle ou un DESS n'accordent aucun droit à la poursuite d'études.

La mise en application des ECTS, définie université par université, conduit précisément à la généralisation de ce "modèle" pour l'ensemble des formations universitaires.

" Professionnalisation " généralisée

La contre réforme du gouvernement s'appuie également sur l'adoption, à la mi-décembre, de la loi (dite) de "modernisation sociale". Un décret accueilli favorablement par le CNESER dès le 12/11/2001 détermine ainsi les modalités d'application de la "Validation des Acquis de l'Expérience" (VAE) telles que définies par cette loi.

Ce nouveau dispositif de VAE permet à tout salarié ou bénévole disposant d'une expérience d'au moins trois ans dans un secteur donné d'acquérir soit certains modules universitaires, soit même la totalité d'un diplôme. Selon l'article 3 du décret d'application des VAE: "la demande est adressée au chef d'établissement qui délivre le diplôme ou le titre au nom de l'Etat "; l'article 4 précise que "le conseil d'administration ou l'instance qui en tient lieu définit les règles communes de la validation des acquis de l'expérience par l'établissement "; enfin, l'article 5 définit la composition du jury de validation: "ce jury comprend obligatoirement des membres extérieurs à l'établissement, qualifiés pour évaluer l'expérience du candidat".

autrement dit de "professionnels", de représentants du patronat, comme cela existe déjà pour les licences professionnelles.

Le système de VAE est en cohérence totale avec le système de points ECTS, le développement de ce dernier système ayant pour objectif de

" développer la professionnalisation des études supérieures, répondre aux besoins de formation continue diplômante et favoriser la validation des acquis de l'expérience, en relation avec les milieux économiques et sociaux ".

Il est inutile de développer davantage pour comprendre que ces systèmes ont pour conséquence l'irruption du patronat dans tous les domaines de formation, la subordination de l'enseignement universitaires aux desiderata de la bourgeoisie, un système de validation des diplômes propre à chaque établissement et donc totalement arbitraire. C'est inacceptable.

La logique du PARE

Le décret d'application du "système ECTS " précise que désormais, chaque étudiant verrait son diplôme gratifié d'une "annexe descriptive" particulière (article 2d): cette mesure, extrêmement significative, résume d'une autre façon le fait que les diplômes nationaux perdraient toute existence réelle avec l'application de cette contre réforme réactionnaire. La mention du parcours individuel de chaque étudiant ne peut avoir qu'une seule signification: celle de l'éclatement des formations en un système "à la carte ", où l'étudiant serait seul responsable de "projet professionnel". Mais plus encore, la création de telles "annexes descriptives" signifie que les patrons pourraient trier à leur guise les jeunes diplômés à la recherche d'un travail, faire pression, également, sur les étudiants et sur les universités. Enfin, serait rendue

définitivement impossible toute référence au niveau de qualification sanctionné par les diplômes et reconnu par les conventions collectives – impliquant la baisse radicale du coût des travailleurs qualifiés.

Le décret d'application du système ECTS incite les conseils d'université et les enseignants à:

"intégrer, en tant que de besoin, des approches pluridisciplinaires et les mesures facilitant l'amélioration de la qualité pédagogique, de l'information, de l'orientation et de l'accompagnement de l'étudiant".

L'article 4 précise que

"les parcours-type de formation sont des ensembles cohérents d'unités d'enseignement organisant des progressions pédagogiques adaptées". La référence à l'année universitaire comme étape de référence est en outre totalement effacée, dans une perspective que Lang lui-même a révélée:

"Ce système, si nous l'adoptons, facilitera les parcours de tous ceux qui reviennent à l'université en formation continue et pourquoi ne pas réfléchir sur ce plan – je pose la question – à un statut de l'étudiant à temps partiel. Je parle pour le futur, d'un étudiant qui tout au long de la vie pourrait revenir à l'université. " (discours de Lang devant la CPU à Lille, transcription du SNESup).

La "révolution pédagogique" : un prétexte fumeux

L'objectif de "formation tout au long de la vie " est, depuis des décennies, un objectif de la bourgeoisie française. Par l'application des décrets du gouvernement, les universités seraient donc vouées à n'être plus que des " supermarchés du savoir ", où le potentiel scientifique et intellectuel des enseignants et des chercheurs serait ainsi mis à la disposition totale du patronat et de ses exigences conjoncturelles. La " pédagogie ", si chère aux dirigeants de l'UNEF qui en font leur principal cheval de bataille depuis des mois, et à leur " fédération d'élus étudiants ", n'est ici qu'un prétexte fumeux pour justifier la bousille complète de ce qui reste de national et de structurant dans les programmes universitaires.

Comment d'ailleurs prétendre organiser une "pédagogie individualisée " quand le manque de professeurs, de locaux, de moyens matériels est si notoirement critique dans une bonne partie des universités françaises? Que l'année dernière se sont multipliées les grèves sur cette question?

Que cette année encore, des milliers d'étudiants parisiens se sont vus refuser l'inscription de leur choix? Ces refus d'inscription, Lang les invoque d'ailleurs cyniquement pour expliquer aux présidents d'université sa conception de l' " orientation ": "vous pouvez encore en dernière minute au mois de juillet dire aux étudiants : " vraiment, allez plutôt là que là. Vous avez une plus grande chance de réussite, d'encadrement meilleur là qu'ailleurs " (transcription du SNESup). Voilà qui a le mérite d'être clair!

Le développement d'Internet comme moyen d'enseignement, celui de l'enseignement à distance, sont autant de "réponses" du gouvernement et de son ministre au problème des effectifs et aux problèmes d'inscription. Là encore, on est très loin de ces " enseignants plus proches de leurs étudiants " que prétendent instituer les dirigeants syndicaux... Par contre, leur couverture de la politique du gouvernement est bien réelle.

Vers l'autonomie complète des universités

Il existe encore autre conséquence de la mise en place des ECTS: l' "innovation" que les universités sont en charge de définir, sur le plan "pédagogique", implique un renforcement conséquent de l' "autonomie" des universités – c'est-à-dire leur régionalisation, leur semi-privatisation, le renforcement des pouvoirs décisionnaires des CA et présidents d'université dans tous les aspects de la vie universitaire. Dès le mois de juillet 2001, devant la conférence des présidents d'université (CPU), Lang n'en a pas fait mystère :

"les universités doivent gagner en autonomie, tout simplement parce que c'est le seul moyen pour que chacune d'elles – compte tenu de leur extrême diversité – atteigne, avec une réelle chance de succès, des objectifs définis nationalement " (transcription du ministère de l'EN).

Une multiplicité de rapports (rapports Petit, Laugénie, Kraub, Espéret...) a été commandée dans le sens indiqué par Lang. Par ailleurs, aucun recours au Parlement ne semble nécessaire : "l'autonomie passe évidemment par la procédure contractuelle" (discours de Lang devant le congrès de la CPU de Lille, transcription du SNESup). C'est donc dans l'anonymat du CNESER, par l'accueil des

" projets d'établissements " ou par la ratification de décrets et circulaires ministériels, que l'autonomie accrue et la privatisation doivent se mettre en place.

Une simple énumération des mesures envisagées à court terme suffit à faire frémir :

"dévolution du patrimoine aux universités (...) du moins pour les universités qui le souhaitent "

- ce qui, dans l'esprit d'U3M, implique leur semiprivatisation; contrôle de l'attribution des bourses par chaque université (dans l'esprit du rapport du commissariat au Plan). Mais encore : de graves coups contre le statut des enseignants du supérieur seraient portés dans la foulée, puisque Lang préconise

"l'idée d'un contrat entre un enseignant nouvellement récruté et son établissement concernant les tâches attendues et acceptées "

au rang desquelles, bien sûr, devront désormais figurer "les travaux liés au suivi des stages, à l'élaboration des logiciels, à l'enseignement à distance ".

Enfin de "nouvelles méthodes d'évaluation " des enseignants sont programmées, pour mieux contraindre les enseignants à suivre les nouvelles directives...

Renforcement de la cogestion

De l'aveu même de Lang, la mise en place de tout son dispositif passe par la participation au sein des conseils d'administration des universités à tous les niveaux et du CNESER des dirigeants des organisations syndicales étudiantes et enseignantes. De ce fait, outre l'accroissement significatif des prérogatives accordées à ces organismes par les décrets ECTS et VAE, ont été prises de nombreuses

mesures visant à accroître le pouvoir direct des présidents d'université.

A la grande satisfaction des dirigeants de l'UNEF, la mise en place dans chaque faculté d'une "vice-présidence étudiante" est rendue obligatoire. Lang a d'autre part laissé entendre que le "travail syndical" dans les conseils d'université serait reconnu comme un "acquis " pour les étudiants et devrait être pris en compte dans le système ECTS. Déjà, une circulaire du 29 août appelait les universités à valider "l'engagement associatif" dans le cadre de la formation "universitaire".

L'ensemble des projets de décrets adoptés par le CNESER en décembre constituent une véritable contre-réforme d'ensemble de l'enseignement supérieur. Le gouvernement sait qu'il ne peut parvenir à l'application effective qu'en associant étroitement les dirigeants des organisations syndicales étudiantes et en enseignantes. La mise en œuvre des décrets est prévue comme devant s'effectuer progressivement, faculté par faculté, sur la base d'expérimentation et du "volontariat". En même temps le gouvernement affirme clairement l'objectif : d'ici deux ans

le système ECTS doit être la règle dans toutes les universités. Comme cela a été le cas pour la quasi totalité pour les mesures réactionnaires prises par le gouvernement depuis de années (par exemples liquidation des écoles normales et mise en place des IUFM, mise en place de la semestrialisation, des formations professionnalisées telles les IUP et les licences professionnelles, etc.), La méthode du volontariat et de la professionnalisation ne peut s'appliquer que parce que les dirigeants syndicaux, devenant de plus en plus des gestionnaires de l'université, acceptent de participer à la mise en œuvre de la politique du gouvernement par la participation.

C'est pourquoi, les décrets s'accompagnent de mesures visant à amplifier les possibilités pour que ses dirigeants soient pleinement associés à la gestion des universités.

La responsabilité des dirigeants de l'UNEF

Face au gouvernement, l'UNEF joue un rôle essentiel : en témoigne le fait qu'une simple "brouille" sur des questions annexes et formelles entre l'UNEF et Lang, au cours du mois de juillet, a suffi à différer de 5 mois l'adoption par le CNESER des projets de décrets ECTS et VAE. Aussi faible soit-elle, le gouvernement et le bourgeoisie ne peuvent pas se passer de la caution de l'UNEF et des ses dirigeants pour mettre en œuvre leur politique. Fondamentalement, les dirigeants de l'UNEF cautionnent la mise en place de la contre réforme constituée par le système ECTS, qu'ils saluent sans pudeur aucune comme une victoire des étudiants à mettre à l'actif de leur action! Le saut qualitatif dans la " professionnalisation " de l'enseignement supérieur s'opère aujourd'hui pour une bonne part sous l'égide d'un

"ami" bien connu des militants de la Gauche Socialiste qui dirige l'UNEF: Jean-Luc Mélanchon, qui, au sein du gouvernement, a en charge le secrétariat d'état à l'enseignement professionnel.

Ces liens étroits entre les dirigeants de l'UNEF et le gouvernement ont pour conséquence un silence quasi total du syndicat sur la mise en place des décrets ECTS et VAE. Dans de nombreuses universités, en novembre-décembre, se sont tenues des élections universitaires : la campagne menée par l'UNEF ne comportait même pas la mention des projets de décrets, ou du système ECTS! A cette date, la majeure partie des étudiants n'est même pas informée de l'existence de cette " réforme " aux conséquences dévastatrices.

" Réunification " : un pas de plus dans la dégénérescence du syndicalisme étudiant

A la fin du mois d'avril 2001 s'est tenu le 77^{ème} congrès de l'UNEF-ID, présenté comme le "congrès du rassemblement convoqué par l'UNEF-ID, les associations étudiantes et le collectif Tous Ensemble".

Dans le prolongement de ce congrès a été entérinée l'absorption d'une fraction de l'UNEF-se entraînée par ses dirigeants, aboutissant à la proclamation de l'UNEF "réunifiée ". Mais en fait, n'ont eu lieu dans ce processus que la liquidation finale de l'UNEF-se, déjà à l'agonie, en particulier en relation avec les conséquences de la déliquescence du PCF à l'université et en particulier dans la jeunesse étudiante, et une aggravation de la dégénérescence et de l'affaiblissement de l'UNEF-ID.

Le 80^{ème} congrès de l'UNEF-se avait rejeté majoritairement le cours vers l'absorption par l'UNEF-ID impulsé par le PCF à cette organisation: c'est contre cette majorité qu'a été proclamée la "réunification". Il en a résulté une crise finale qui a conduit à la dislocation de l'UNEF-se – organisation historiquement construite par le PCF sur la ligne de la participation, contre le syndicalisme étudiant et contre l'UNEF. En fait, dans plusieurs universités, subsistent des AGE ou noyaux syndicaux se réclamant de la continuité de l'UNEF-se (UNEF-Autrement, UNEF-Résistance Syndicale, "Réseau B"). La "Fédération Syndicale Etudiante", proclamée l'année dernière, a

également tiré profit de cette situation en s'étendant sur d'autres sites universitaires. Ces mini-" fédérations " et autres noyaux syndicaux ne font que prolonger la décomposition de la défunte UNEF-se: pratiquement, sur bon nombre d'universités subsiste encore la division que l'UNEF nationale prétend avoir aboli.

D'autre part a été institué par le congrès de " réunification " de l'UNEF un " office des associations ", de corpos et autres " fédérations d'élus " ou de filières pouvant intervenir dans les décisions du syndicat, et jusque dans son Bureau National. Cet " office "- bidon est un moyen de confisquer l'UNEF à ses militants et de l'infléchir encore plus dans le sens de la " cogestion " universitaire.

La refonte des statuts de l'UNEF-ID, justifiée par ses dirigeants par la "réunification " a d'ailleurs été l'occasion d'en finir avec une des références constitutives du syndicalisme étudiant depuis la fin des années 60 : celle du combat contre la participation corporatiste instituée par de Gaulle. Quand bien même cette référence était bafouée dans la pratique depuis 1982, la proclamation de l'UNEF "réunifiée " permet de l'abandonner totalement pour promouvoir son contraire.

La Charte de fondation de l'UNEF-ID, en 1980, mentionnait ainsi : "L'UNEF-ID ne peut à la fois élaborer

le plans du gouvernement et les combattre, c'est pour cela que l'UNEF-ID rejette la participation-intégration du syndicat à l'État ". Rappelons que cette position avait permis la reconstruction de l'UNEF sur les universités, reconstruction qui n'a eu lieu que dans la mesure où elle était dirigée politiquement par l'OCI, l'organisation trotskyste, et menée par sa fraction étudiante.

Le "congrès " de la "réunification " s'est placé tout entier sous l'égide de la participation et de ... la citoyenneté. Ces

éléments constituent un pas de plus vers la liquidation de l'UNEF. Ils cristallisent la remise en question du caractère syndical de cette organisation – sans que la réponse à cette question soit tranchée mécaniquement. L'UNEF nationale reste la seule organisation dont peuvent se saisir les étudiants pour poser, sur le plan national, le combat pour la défense de leurs revendications contre la destruction de l'enseignement supérieur public. C'est pourquoi le combat pour exiger la rupture de l'UNEF avec le gouvernement est aujourd'hui décisif et indispensable.

Combattre la "réforme" Lang

Par ce qu'elle implique en terme de régionalisation et d'autonomie, l'application des mesures gouvernementales nourrit une multiplicité de situations. Selon les universités, des mouvements plus ou moins significatifs peuvent éclater chez les étudiants, portant l'accent sur tel ou tel problème particulier, ou particulièrement flagrant. Les mouvements sporadiques qui se sont développés tout au long de l'année universitaire 2000-2001 en ont été une illustration. Mais les limites de ces grèves locales, ou ne portant que sur quelques universités, ont vite été atteintes. C'est nationalement que sont définis les plans de liquidation de l'enseignement supérieur public: c'est donc à l'échelle nationale que les étudiants doivent s'organiser. Pour cela, les étudiants n'ont d'autre voie dans l'immédiat que d'exiger que de l'UNEF joue pleinement son rôle en s'organisant pour imposer à ses dirigeants qu'ils dénoncent les décrets de mise en place du système ECTS et de la VAE, et exigent leur retrait. Les dirigeants de l'UNEF ont la responsabilité de dénoncer la main mise du patronat sur l'enseignement supérieur public au nom de la professionnalisation : ils doivent exiger le MEDEF les patrons hors des facultés. Cette orientation nécessite d'autre part que l'UNEF boycotte les conseils d'université et le CNESER, instrument de la mise en application de la politique du gouvernement .

La défense de l'enseignement supérieur public, des diplômes nationaux, du droit à la culture, implique que le combat contre le gouvernement soit organisé et engagé. Il faut exiger des dirigeants de l'UNEF qu'ils organisent une conférence nationale des étudiants pour organiser et centraliser ce combat, conférence qui devrait être constituée, par des délégués élus par les Assemblées Générales dans chaque faculté, porteurs des revendications définies par les étudiants, en particulier en termes de moyens, de locaux et d'enseignants.

Construire l'organisation révolutionnaire de la jeunesse

L'offensive du gouvernement contre les diplômes et les qualifications est partie intégrante d'une offensive générale dictée par les besoins du capital: il s'agit de réduire toujours plus le coût de la force de travail, ainsi que de liquider toutes les contraintes juridiques pour les patrons. L'offensive contre l'enseignement supérieur public a pour corollaire celle contre l'enseignement public en général, et au-delà les attaques contre la classe ouvrière, les acquis sociaux, les droits les plus élémentaires. La guerre impérialiste meurtrière en Afghanistan, le massacre du peuple palestinien, les plans de misère contre le peuple d'Argentine sont autant d'expressions extrêmes de du mode de production capitaliste.

Le combat politique au sein de la jeunesse étudiante ne peut qu'être défini qu'en liaison étroite avec celui prolétariat dans son ensemble. Il doit défendre bec et ongles les traditions d'internationalisme de la jeunesse, partie prenante de l'internationalisme prolétarien, durement mis en cause par les appareils toujours plus inféodés au gouvernement. Face au gouvernement au service du capital, il doit contribuer à la reconstruction d'un véritable syndicat des étudiants, l'UNEF, prenant en charge le combat pour leurs revendications et refusant la participation-cogestion à l'université.

La victoire remportée par les puissances impérialistes en Afghanistan, le fait qu'elles occupent militairement ce pays et déterminent directement sa vie politique, sont lourds de conséquences politiques à l'échelle internationale. En France même, les plans policiers du gouvernement, les restrictions aux libertés démocratiques qui en découlent, l'extension et le renforcement du plan Vigipirate à l'université sont largement confortés. Plus encore, les possibilités pour le gouvernement d'appliquer sa politique de destruction de l'enseignement supérieur public s'en trouvent largement facilitées politiquement.

Mais le combat contre l'impérialisme reste une nécessité urgente: l'intensification du massacre orchestré par l'État d'Israël en Palestine, conséquence directe de l'offensive en Afghanistan, doit être combattue. En ce sens, l'orientation défendue par les militants regroupés autour de *CPS* est la suivante: "Halte au massacre du peuple palestinien! C'est le droit inconditionnel du peuple palestinien de s'exprimer et de combattre pour ses revendications nationales!" Il est nécessaire de combattre pour exiger de l'UNEF qu'elle appelle à une manifestation nationale, devant l'ambassade d'Israël, sur ces deux mots d'ordres.

La classe ouvrière et la jeunesse algériennes manquent cruellement d'un authentique parti ouvrier

Après la parution d'un article consacré à l'Algérie dans le numéro 4 nouvelle série de *CPS*, il est nécessaire d'apprécier les évènements qui ont suivi notamment depuis l'été.

Durant tout l'été dernier, et pendant plus de sept mois après leur déclenchement en avril 2001, les "marches" et les émeutes se succèdent principalement en Kabylie. Elles prennent une dimension nationale par leur ampleur et surtout parce que quelques-unes d'entre elles se déroulent dans la capitale, Alger. Les masses kabyles se dressent contre le gouvernement Bouteflika et l'état bourgeois, sa

police, sa gendarmerie. Dans leur mouvement, elles cherchent à entraîner l'ensemble de la jeunesse et de la classe ouvrière algériennes qui, exténuées, exploitées, méprisées, ne désirent qu'une chose : en finir avec le gouvernement Bouteflika installé par l'armée.

Et pourtant, malgré une situation explosive dans tous les secteurs, malgré une vague de mobilisations impressionnante, une succession de grèves, le pouvoir, le gouvernement est resté en place, et avec lui, la gendarmerie, la police, les chefs militaires. Et ce sont les émeutiers que l'on traduit en justice.

Une situation catastrophique

L'Algérie est dans un état dramatique. En Kabylie, à l'est, au centre, à l'ouest du pays, la population crie son désespoir et sa révolte contre le chômage (30 % de la population active selon les statistiques officielles), un pouvoir d'achat misérable, des salaires impayés depuis des mois dans de multiples secteurs, la corruption et une répression féroce.

En plus de la terreur que font régner les attentats attribués aux « groupes islamistes », les conditions de vie des masses ne cessent de se dégrader, au point que réapparaissent des fléaux du Moyen Age (choléra, fièvre typhoïde, rage, etc.).

Insalubrité, pénurie, sécheresse, catastrophes (qui n'ont rien de naturel), viennent empirer ces conditions

d'existence désastreuses. Elles sont les conséquences d'une politique menée par un gouvernement bourgeois vertébré par la hiérarchie militaire. Toute la situation de la classe ouvrière et de la jeunesse se résume dans ce cri (plus qu'un mot d'ordre) que de jeunes manifestants lançaient à Khenchela : « On a faim! ».

Pendant ce temps, le gouvernement tente d'accélérer le processus de privatisation des entreprises publiques, au rythme bien lent jusque-là, si l'on en croit les maigres résultats accumulés depuis 1995, en raison des réticences de toute une bureaucratie corrompue, attachée à ses privilèges et à ses postes. Pour la classe ouvrière, les conséquences de ces privatisations se traduiraient par des centaines de milliers de suppressions d'emplois.

Plusieurs « marches » locales ou nationales...

A l'appel de la Coordination des archs, daïras et communes se déroulèrent plusieurs « marches », tant en Kabylie qu'à Alger. Sans revenir sur le mouvement dans son ensemble (voir dans *CPS* n° 4 Nouvelle série), reprenons le fil des événements.

Depuis celle du 31 mai 2001, qui réunit des centaines de milliers de manifestants à Alger d'autres « marches » eurent lieu.

Le 14 juin fut l'un des moments les plus forts de la L'objectif déclaré mobilisation des masses. organisateurs était de remettre ce jour-là, au président de la République Bouteflika, la plate-forme d'El Kseur élaborée quelques jours auparavant. Conscient de l'impact politique que ces manifestations de centaines de milliers de jeunes et de travailleurs dans la capitale avaient sur l'ensemble de la classe ouvrière algérienne, le pouvoir multiplie à cette occasion les provocations (casses, lynchages de manifestants et de journalistes par des bandes encadrées par la police). Cette situation sera utilisée comme prétexte à un déchaînement de la répression (à Alger comme en Kabylie) et à l'interdiction d'autres « marches » dans la capitale. D'ailleurs, des tentatives de provocation avaient déjà eu lieu le 31 mai.

La « marche » du 14 juin est soutenue en particulier par le RCD, le MDS, le FFS, partis qui déclarent vouloir en finir avec « un système autoritaire ». Le PT, lui, considère que « les institutions de l'état et à leur tête le président de la République sont responsables et comptables devant la nation. Elles doivent prendre les mesures politiques à la hauteur de la gravité de la situation, de l'enjeu du moment, à savoir la préservation de la nation algérienne ».

On appréciera cet appel au pouvoir à se montrer plus « responsable »... alors que des centaines de milliers de manifestants exigent que soit chassé ce « pouvoir assassin » et cherchent les moyens d'y parvenir.

Depuis le début du mois de juin, le mouvement se propage dans des régions de l'est (Khenchela, Annaba, Skikda, Guelma...) et le sud du pays. Des comités naissent hors de Kabylie, chez les étudiants d'Alger, les enseignants, les fonctionnaires... Mais en même temps, cette mobilisation commence à s'épuiser faute de perspective politique.

Le pouvoir met à profit cette impuissance et cette confusion politiques pour accentuer répression et provocation, créer un véritable climat de terreur en Kabylie, empêchant les gens de sortir de chez eux ou d'y entrer, pourchassant les jeunes, etc. D'ailleurs, la commission Issad, nommée par le gouvernement et chargée d'enquêter sur les responsabilités dans le déclenchement des événements, ne cache même pas que:

« la réaction violente des populations a été provoquée par l'action non moins violente des gendarmes » qui ont « nourri et entretenu l'événement » par des « tirs à balles réelles, saccages, pillages, provocations de toutes sortes, propos obscènes et passages à tabac ».

De plus, l'Assemblée nationale a adopté fin mai les amendements au Code pénal durcissant la répression contre les journalistes « en cas de diffamation des corps constitués ». Une volonté de bâillonner la presse.

Le 25 juin, des dizaines de milliers de personnes défilent à Tizi Ouzou en souvenir du chanteur Matoub Lounès assassiné le 25 juin 1998. Le 5 juillet, la coordination des villages de Kabylie appelle uniquement les délégués des Comités de villages à manifester à Alger. Là encore, il est

question de remettre la plate-forme d'El Kseur à Bouteflika. La « manifestation » est interdite et la police bloque l'entrée d'Alger aux quelques centaines de personnes qui souhaitaient s'y rendre. De véritables moyens de guerre sont mis en œuvre pour isoler totalement la Kabylie.

Le 8 août, la Coordination des tribus et villages de Kabylie appelle à nouveau à « marcher » à Alger malgré l'interdiction. A cette occasion, une grève générale en Kabylie à l'appel de la Coordination est largement suivie. A nouveau, les forces de l'ordre parviennent à interdire l'accès de la ville à des dizaines de milliers de manifestants.

... mais pas d'engagement d'ensemble de la classe ouvrière

Qu'a-t-il donc manqué à cette force formidable, à cette combativité extraordinaire de la jeunesse et de la classe ouvrière pour aboutir? Entre ces « marches », on assiste quotidiennement, ici et là, à des grèves, sit-in, blocage de routes, émeutes, etc.

Le 20 août : plus de 100 000 personnes « marchent » dans la région d'Ifri Ouzellaguen, dans la vallée de la Soummam, village qui abrita le « congrès de la Soummam » en 1956, moment fort du combat du FLN contre le colonialisme français. Les organisateurs disent vouloir « se réapproprier cet événement important de l'histoire du peuple algérien » et, de ce fait, les officiels et, dit-on, Bouteflika, auraient renoncé à s'y rendre. Cependant, participent à cette manifestation des députés du FFS (Front des forces socialiste) et du RCD, partis à forte implantation kabyle.

Ici a lieu tous les ans la célébration de l'insurrection. Pour l'occasion, la Coordination avaient adopté une déclaration intitulée : « 1956-2001, le combat continue ». On peut lire dans cette déclaration :

« c'est dans le sens de se réapproprier sa citoyenneté avec tous ses attributs que le peuple, à travers sa jeunesse, consent à des sacrifices immenses. »

Un communiqué publié la veille indiquait :

« l'objectif assigné à cette marche est la réappropriation des dates historiques par le peuple algérien ».

Voilà quatre mois que les premières émeutes ont eu lieu à la suite de l'assassinat d'un jeune dans les locaux d'une gendarmerie; quatre mois durant lesquels on a dénombré, selon la presse, une centaine de morts et des milliers de

blessés par balles. La revendication de la classe ouvrière et la jeunesse algériennes, maintes fois clamée est claire : « à bas le pouvoir assassin ! ». Mais cette « marche » du 20 août se donne des airs « citoyens »... C'est la raison pour laquelle, rapporte le Monde,

« les plus âgés des manifestants étaient venus en réponse aux mots d'ordre de la Coordination. En revanche, les jeunes étaient venus hurler leur haine du "pouvoir assassin". Ils n'hésitaient d'ailleurs pas à tourner en dérision les arouchs en leur accolant le quolibet de arrour (scandales) ».

Par la suite, plusieurs « marches » se déroulèrent, sans jamais atteindre l'ampleur de celles évoquées ci-dessus ; de nombreuses émeutes localisées éclatèrent. La rentrée universitaire elle-même, annoncée comme un test, se passa sans heurt particulier.

Malgré des « marches » d'une ampleur considérable, malgré une combativité tenace, les masses se sont heurtées à un mur. Le gouvernement Bouteflika et ses sbires sont restés en place. Il ne s'est pas produit d'extension significative du mouvement hors de Kabylie, malgré une mobilisation importante à Constantine, Guelma, Annaba, Khenchela, Biskra... En particulier il n'y eut pas de grève générale, ce qui aurait indiqué un engagement d'ensemble de la classe ouvrière algérienne. Enfin, la classe ouvrière et la jeunesse n'ont pas constitué leurs propres organes dans le combat qui les opposaient au pouvoir. Tout juste ont-elles cherché, sans illusion, à utiliser les Comités de villages.

Retour sur les Comités de villages et la Coordination interwilayas

La Coordination des archs, wilayas, daïras et communes (Tizi Ouzou, Bejaïa, Boumerdès, Bouira, Sétif, etc.) est composée de représentants de diverses wilayas, ellesmêmes regroupant des représentants des archs. C'est à Beni Douala, sous préfecture située à 15 km de Tizi Ouzou, que s'est constituée la première coordination des Comités de villages fin avril 2001. Par la suite, d'autres coordinations virent le jour (à Tizi Ouzou, Bejaïa, etc.) qui donneront naissance à la Coordination interdépartementale.

De l'aveu même de ses dirigeants, la coordination des Comités de villes et de villages kabyles éprouve des difficultés à encadrer la colère de la jeunesse confrontée au chômage, à la pénurie de logements, à la corruption.

Les Comités de villages sont des organismes relevant d'une tradition séculaire de la société kabyle. En berbère, on les nomme "jemaa", qu'il convient plutôt de traduire par "assemblée" ou "conseil" que par "comité".

Ces assemblées, explique El Watan du 23 mai 2001,

"assure la prise en charge citoyenne des affaires de la cité en recourant au droit coutumier élaboré en tenant compte, sur la base du consensus, des spécificités sociales locales".

Il s'agit donc d'une:

"forme de gestion de la société (qui) a toujours résisté aux avatars historiques vécus jusque-là par le pays. Au temps des Turcs, ce sont ces comités qui ont exprimé le refus de la Kabylie de payer les impôts. (...) Au XVIIIe siècle, ces comités se concertent pour décréter la privation d'héritage pour la femme tout en instaurant des mesures à l'effet de la protéger contre le dénuement. A l'époque coloniale française, ces comités se sont mobilisés à l'effet l'émir Abdelkader dans sa lutte contre l'envahisseur (...) La naissance du mouvement national (l'ENA en 1926) et les développements qu'il a connus avec la création du PPA en 1937 devenu en 1946 le PPA-MTLD et la mise sur pied de l'OS une année après n'ont pas influé sur ces comités de villages, sachant que la région constitue un des bastions de la révolution. De leur côté, les militants du mouvement national n'ont jamais remis en cause ces instances. Même au temps de la guerre d'Indépendance, ces comités ont continué à jouer leur rôle malgré les tentatives de l'administration locale de les saborder (...). De son côté, le FLN-ALN n'est jamais entré en conflit avec eux. Comme il n'a jamais tenté de les interdire.

Après l'Indépendance, le parti-Etat FLN n'a jamais réussi à imposer ses cellules dans cette région. Cela dit, ce sont ces comités qui fixent les projets d'utilité publique à réaliser comme l'électrification des villages, les adductions d'eau potable, les routes et les réseaux d'assainissement. D'autant que l'état à délaissé la région. Avec l'avènement du multipartisme, ces comités ont continué à activer dans la majorité écrasante de ces villages.(...) »

Structures hétérogènes, composées de multiples tendances, fractions, clans d'intérêt divers, ces comités ont été secoués durant toute cette période d'affrontements internes. A l'intérieur du « comité populaire de Béjaïa » par exemple, est intervenue une « rupture bruyante avec des syndicalistes auxquels il est reproché le fait de ne pas s'être débarrassé de leur casquettes » rapporte El Watan du 3 septembre 2001. « Société civile » oblige...

Cependant, le consensus est généralement trouvé au sein de la Coordination sur « l'action », ce qui est bien l'expression de l'absence totale de perspective politique, sinon le refus d'en ouvrir une... Ce qui n'empêche pas la Coordination dans son ensemble d'être ouverte au « dialogue avec les partis politiques », c'est-à-dire avec les partis bourgeois. D'ailleurs, la majorité des membres des coordinations sont militants ou sympathisants de ces partis, en particulier du FFS et du RCD dont l'implantation est principalement kabyle.

De nombreuses « formes de contestation » sont avancées. C'est ainsi qu'au sein de la Coordination des archs de Tizi Ouzou, il est proposé, le 28 août, de

« boycotter les officiels, la mise en berne de l'emblème national, le port de brassards noirs le jour de l'examen du baccalauréat, la baptisation des lieux et place publics, l'arrêt des activités et les concerts de klaxons et de sirènes pendant dix minutes en Kabylie une fois par semaine, l'extinction de la télévision lors des JT de 20 h, le non paiement des quittances de Sonelgaz, etc. » (El Watan, le 29 août 2001).

Le même journal rapporte que les délégués de la wilaya de Tizi Ouzou ont entrepris des démarches auprès de la police pour que ses agents « reprennent du service » dans les villes de Kabylie. Et de citer ces délégués « Au cas où cette revendication n'était pas satisfaite, de véritables de comités de vigilance seront mis sur pied... ». En fait, tout est ici résumé : la Coordination s'est faite toujours respectueuse de l'état bourgeois.

Quelques jours auparavant, la même Coordination de Tizi-Ouzou avait constitué:

« un dossier contenant des plaintes (des "plaintes" contre des dizaines de morts et des milliers de blessés!) contre le directeur de la Télévision nationale, le ministre de l'intérieur et le commandant de la Gendarmerie nationale. Ce dossier devant être remis à un collectif d'avocats pour donner des suites judiciaires et saisir le TPI (Tribunal pénal international) »... (El Watan, du 23 août 2001)

Plate-forme d'El Kseur et « dialogue » avec le gouvernement

C'est donc tout naturellement qu'une partie des « délégués » en vient à prôner, voire à pratiquer le dialogue avec le gouvernement dès la fin juin, au grand dam, il faut le dire, de la majeure partie des autres membres des coordinations, en particulier des « radicaux » qui mettent plutôt en avant la nécessité de « l'action », nous l'avons vu plus haut...

Mais ces différentes tendances ont en commun de se réclamer du « mouvement citoyen ». Elles se disent pour cela toutes attachées à la mise en œuvre de la plate-forme d'El Kseur, et ont réaffirmé à plusieurs reprises leur détermination à poursuivre leur combat « jusqu'à la satisfaction pleine et entière de (cette) plate-forme ».

Et c'est bien cela, ce qui peut sembler paradoxal, qui a conduit naturellement une partie de ses membres à opter ouvertement pour le dialogue avec le « pouvoir assassin ».

La plate-forme comprend 15 points parmi lesquels on relève : « la prise en charge urgente par l'Etat de toutes les victimes blessées et familles des Martyrs de la répression durant les événements » ; « le jugement par les tribunaux civils de tous les auteurs, ordonnateurs et commanditaires des crimes et leur radiation des corps de sécurité et des

fonctions publiques »; « le départ immédiat des brigades de gendarmerie et des renforts des URS »; « l'arrêt immédiat des expéditions punitives, des intimidations et des provocations contre la population »; « satisfaction de la revendication amazighe dans toutes ses dimensions (identitaire, civilisationnelle, linguistique et culturelle) sans référendum et sans conditions, et la consécration de tamazight en tant que langue nationale et officielle »; « un état garantissant tous les droits socioéconomiques et toutes les libertés démocratiques »; « contre les politiques de sous-développement »; « institution d'une allocation de chômage... ». Etc.

Un programme politique fort impressionnant... qui oublie les mots d'ordre repris inlassablement par des dizaines de milliers de jeunes durant les multiples « marches » tant locales que nationales : « à bas le pouvoir assassin » et « Bouteflika dehors ! ».

En réalité, la Coordination met accent sur le « mouvement citoyen » et la « société civile », dont d'ailleurs les comités de village sont traditionnellement l'expression.

Autonomie de la Kabylie?

L'objectif déclaré de la Coordination est une « Algérie algérienne et plurielle », en sous-entendant éventuellement l'autonomie de la Kabylie, dans le cadre de l'état bourgeois algérien.

Ferhat Mehenni, dirigeant du MAK (Mouvement pour l'autonomie de la Kabylie) et par ailleurs militant du MCB

(Mouvement culturel berbère) déclare :

« La notion d'autonomie de la Kabylie vise à doter la région d'institutions politiques (Parlement, exécutif...) à même de lui assurer un décollage économique, prendre en charge sa langue et son école, asseoir sa stabilité civile et sécuritaire avec des mécanismes d'articulations sur les structures étatiques algériennes. (...) L'autonomie va alléger l'état central des lourdes missions qu'il n'arrive plus à assurer comme la sécurité, l'éducation, l'économie pour ne se consacrer qu'à celles qui sont vitales pour la nation comme la défense nationale, la diplomatie, l'émission et le contrôle de la monnaie. » Et un peu plus loin : « La plate-forme d'El Kseur est respectable en ellemême. Les courants politiques qui ont présidé à son élaboration l'avait empêchée de franchir les limites de

l'Etat-nation. » Mais, « le dépassement logique de cette plate-forme n'est autre que l'autonomie, sinon que vaut la revendication du départ des gendarmes de Kabylie ? ».

« Autonomie », « refondation nationale » (RCD) ou « régionalisation positive » (FFS), il s'agit en définitive de protéger l'état bourgeois, voire de suppléer à ses carences comme le montre la citation ci-dessus, enfin de gommer que, au point de départ, c'est la classe ouvrière et la jeunesse qui posent la question du pouvoir et qui lui cherchent une solution ouvrière. Mais la classe ouvrière n'a pas les moyens d'imposer ses propres solutions, à savoir un gouvernement ouvrier, car il lui manque un parti. Là réside son impuissance.

Refuser de poser la question du pouvoir implique d'accepter le gouvernement bourgeois de Bouteflika, ou de le remplacer par un autre gouvernement de même nature, celui-ci semblant avoir fait son temps aux yeux de la bourgeoisie algérienne qui tente de se libérer du carcan de

l'armée qui coiffe tout et qui décide de tout.

Encore une fois, la question du pouvoir

Les masses kabyles se sont battues pour voir leurs revendications satisfaites, pour obtenir des conditions de vie décentes. Par leur mobilisation, elles ont posé la question du pouvoir, rencontrant un écho considérable auprès de la classe ouvrière et de la jeunesse algériennes. Comment arracher ces revendications ? A défaut de perspectives politiques, le mouvement ne peut que se diriger vers l'impasse, quelles que soient par ailleurs la volonté et l'énergie déployées par la classe ouvrière et la jeunesse. Le « mouvement citoyen » dont se réclame la coordination des archs ne lui offre aucune perspective. En fait, cette coordination tire sa force uniquement de l'extraordinaire combativité de la classe ouvrière et particulièrement de la jeunesse.

À l'intérieur de la Coordination, face aux « dialoguistes », les « radicaux » considèrent que s'il est « hors de question

de céder à ceux qui veulent renier les sacrifices des émeutiers et le sang des martyrs tombés lors du printemps noir », « la rue parlera encore jusqu'à la satisfaction de la plate-forme d'El Kseur ». La « rue ». Mais quel est l'objectif politique ? Aucune revendication ne peut être satisfaite sans infliger une défaite au gouvernement Bouteflika. De ce point de vue, il est particulièrement significatif que, durant toute cette période, aucun appel à la grève générale des travailleurs algériens ne fut lancé par ces coordinations.

Ces coordinations ont été portées par le mouvement des masses. Mais leur nature et leur orientation politiques leur interdisaient de répondre aux attentes de ces dernières, même si certains ont pensé pouvoir leur faire jouer un rôle qu'elles n'ont jamais prétendu jouer.

La politique de l'UGTA

L'UGTA est un vieux complice du pouvoir en Algérie. Syndicat unique dans les faits, ce qui est contraire à la Constitution algérienne qui prévoit le pluralisme syndical depuis 1990, conquête imposée par le mouvement des masses, il bénéficie de larges concours financiers de l'état algérien et de généreuses prises en charge par les entreprises publiques. L'époque n'est plus où les travailleurs étaient obligés d'acheter une carte d'adhérent à l'UGTA... Selon certaines estimations, l'UGTA compterait aujourd'hui près de 100.000 adhérents.

A côté, ont émergé toute une série de syndicats autonomes dont le SNAPAP (Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique), le SNMCC, l'UNPEF, le SATEF, le SNPSP, le SAL, le syndicat des marins... réunis dans une Confédération algérienne des syndicats autonomes (CASA).

Au lendemain de la manifestation du 14 juin au cours de laquelle le pouvoir organisa de violentes provocations (voir plus haut), l'UGTA vole au secours du

gouvernement. Elle « réprouve toute contestation se traduisant par des actes de violence et de destruction des biens publics et privés... » Par ailleurs, indique le Quotidien d'Oran du 20 juin, l'UGTA considère que la solution passe par un « dialogue national » de « l'ensemble des forces vives de la nation » (dont l'armée si l'on comprend bien, ndlr). L'UGTA appelle « à la vigilance, à la sagesse et à la lucidité » pour « dépasser l'étape difficile que traverse actuellement le pays ».

Pour compléter le tableau, l'UGTA a organisé cet été, une grève de deux jours, à l'appel de la Fédération nationale des travailleurs du pétrole contre :

« la détérioration dangereuse de la situation des entreprises (...) dans le domaine du plan de charge des entreprises, doublé de l'absence d'une stratégie de groupe claire à même de renforcer le redéploiement du groupe Sonatrach, depuis la reprise en main de la direction générale du groupe Sonatrach par le ministre lui-même ».

Aucun mot sur les travailleurs et leurs conditions de travail. La direction du l'UGTA se pose en conseilleur du gouvernement, ce qui fut également le cas lors d'une grève

le 20 mars 2001 qui avait pour but de protester contre l'éviction de l'ancien directeur général...

Les prochaines échéances politiques

Quel sera l'avenir de Bouteflika après ces mois chaotiques ? Ce dernier déclarait le 19 juin, après la violente répression de la manifestation du 14 : « je ne suis pas un commandant qui laisse son navire couler. je suis là, je reste selon la volonté du peuple algérien qui m'a élu. » (on sait dans quelles conditions... voir CPS n°4 nouvelle série). Les prochaines élections présidentielles sont prévues pour 2004. Survivra-t-il politiquement jusque-là alors que sa « concorde civile (ou nationale) » a fait long feu ? 2002 devrait voir l'organisation d'un référendum voulu par Bouteflika visant à modifier la Constitution pour doter le président de la République de pouvoirs supplémentaires. Se tiendra-t-il ?

De plus, les élections législatives sont prévues pour le printemps de la même année. Elles seront suivies d'élections municipales. Déjà les partis s'y préparent. A. Benflis, l'actuel Premier ministre, a été nommé secrétaire général du FLN depuis quelques mois. De toute évidence pour se disposer en vue des prochaines échéances électorales. Il n'a pas masqué ses désaccords avec président Bouteflika, alors qu'il avait été le directeur de la campagne électorale du candidat Bouteflika. A. Ouyahia, ministre de la Justice, est à la tête du RND, le parti fabriqué de toutes pièces avant l'élection de Zéroual.

Ces élections seront-elles l'occasion d'avancer les présidentielles? Il est probable que la bourgeoisie algérienne et le corps des officiers ne cherchent pas à

bousculer le calendrier, même s'ils considèrent que Bouteflika a fait son temps. Leur intérêt leur commande de s'en accommoder encore quelque temps. Et ils peuvent d'autant mieux le faire qu'il n'existe pas un mouvement suffisamment fort de la classe ouvrière pour chasser le « pouvoir assassin ».

De la même manière, les états impérialistes étrangers ont tout intérêt à ce que les choses changent sans heurt majeur. Même si les capitaux étrangers s'investissent timidement en Algérie (0,2 % des capitaux européens par an contre 14 et 11 % respectivement pour le Maroc et la Tunisie), ce pays est l'objet de toutes les convoitises en raison de sa richesse en hydrocarbures.

Pour cette raison, le pouvoir algérien bénéficie du soutien des états impérialistes européens, en particulier de l'impérialisme français, et de l'impérialisme américain, qui souhaitent voir l'Algérie plus stable. C'est pourquoi H. Védrine déclarait le 19 juin à l'Assemblée nationale :

« La France (...) est très sensible à cette demande, ce désir, cet appel qui monte des profondeurs du peuple algérien vers de vrais changements, vers la reprise de cette modernisation politique, démocratique, économique, sociale. C'est pour cela qu'ensemble, à Quinze, à Göteborg, nous nous sommes exprimé pour (...) lancer un appel à tous les responsables algériens (...) pour qu'ils prennent une initiative politique de grande ampleur. »

A bas le pouvoir assassin ! A bas le gouvernement Bouteflika ! Pour un authentique parti ouvrier !

Les événements récents d'Algérie désignent clairement ce qui manque cruellement à la classe ouvrière et à la jeunesse algériennes : un authentique parti ouvrier combattant sur un programme ouvrier, revendiquant le pouvoir et luttant à la tête de la population laborieuse pour le prendre et constituer un gouvernement ouvrier. Il se produira certainement d'autres explosions de ce genre. Mais il serait criminel d'entretenir des illusions : l'absence d'un tel parti entraver considérablement la combativité et la spontanéité des masses, qui se sont exprimé récemment de manière exceptionnelle, les privant de débouché politique. Dans les conditions actuelles, elles continueront à se heurter aux plus grandes difficultés politiques pour atteindre l'objectif du renversement du gouvernement

bourgeois, de l'Etat et ses institutions (la police, la gendarmerie, l'armée...). C'est ce que doivent expliquer les militants révolutionnaires afin de combattre en ce sens. C'est la seule perspective qui puisse aboutir à une solution d'avenir.

En attendant, il faut réaffirmer avec les masses et la jeunesse algériennes :

- à bas le pouvoir assassin!
- à bas le gouvernement Bouteflika!
- à bas junte militaire qui le soutient et le vertèbre ! satisfaction des revendications !
- front unique des organisations ouvrières de France pour soutenir la classe ouvrière et la jeunesse d'Algérie!

Le 1^{er} décembre 2001

31ème congrès: "le PCF ne recule devant aucune remise en cause"

"Le PC achève avec ce congrès la mutation engagée par Robert Hue" (Les Echos)

Le numéro 81 (ancienne série) d'avril 2000 de *CPS* portait l'appréciation suivante du 30^{ème} congrès du PCF:

"appuyée sur une liquidation presque totale de ses références traditionnelles, la direction du PCF a engagé une nouvelle étape dans la dégénérescence de ce parti, vers sa liquidation."

Cette dégénérescence, précisait cet article:

"contribue largement à priver la classe ouvrière d'expression politique. Les axes politiques que le PCF entend désormais répandre dans le prolétariat au nom de la "citoyenneté" constituent une attaque en règle contre le marxisme, et contre tout élément de conscience politique dans le prolétariat"

Ce 30°congrès annonçait, sur les bases des textes adoptés dans des procédures méprisant le "b-a ba" des exigences démocratiques, un congrès rapproché de proclamation d'un "Nouveau parti Communiste".

Après le congrès de la Défense, d'octobre 2001, formellement, de "nouveau" parti, point. Pas de doute que le changement d'étiquette aurait cristallisé trop de résistances internes, y compris au sommet du PCF. A ce sujet, M.Deschamps, bureaucrate qui fut dirigeant de la FSU et fait partie de l'aréopage hétéroclite rassemblé depuis le 30ème

congrès comme "direction" du PCF, précisait lors du congrès que:

"depuis 18 mois, il a constaté au sein même de la direction des freins énormes contre la mutation" (Communistes de compte-rendu du congrès, édité en supplément à L'Humanité du 31 octobre 2001).

Néanmoins, quand bien même l'étiquette n'a pas changé, le journal *Les Echos* est en droit d'écrire, dans son édition des 26 et 27 octobre: "*Le PC achève avec ce congrès la mutation engagée par Robert Hue*"

En effet, le congrès de la Défense a d'une part modifié les statuts du PCF, totalement refondus, et d'autre part discuté un projet d'ensemble ("Le PCF tente pour la première fois de rebâtir un projet et ne recule devant aucune remise en cause" - Les Echos déjà cités), pas encore adopté à ce stade mais dont la mise en pratique (notamment dans le préambule des statuts) a déjà commencé, d'autant qu'il s'appuie sur les textes des congrès précédents.

D'une certaine manière, la direction du PCF dispose ce parti pour la dernière phase de son agonie, dont la durée reste incertaine, mais dont l'issue est inéluctable: la disparition du PCF.

Un parti condamné

L'article déjà mentionné de CPS rappelait:

"On ne peut comprendre l'évolution du PCF sans rappeler une donnée fondamentale: la disparition de l'URSS et l'éclatement de la bureaucratie du Kremlin. La SFIC, ancêtre du PCF, s'est constituée en France sous l'impulsion de la révolution d'Octobre 1917: mais, comme toutes les sections de la III^{ème} Internationale, elle a subi les effets de sa dégénérescence stalinienne. Le PCF est devenu pour des décennies l'agence française de la bureaucratie du Kremlin qui usurpait le pouvoir en URSS. Il ne pouvait exister comme parti ouvrier traître distinct du PS que du fait de l'existence de l'URSS - parce qu'il usurpait en France la référence au parti bolchévique et à la révolution d'Octobre. Sa politique, ses multiples retournements "tactiques" étaient étroitement subordonnés aux intérêts de la bureaucratie russe.

Mais aujourd'hui le PCF a perdu sa raison d'être: c'est un parti politiquement "orphelin", à la dérive, qui est entré dans la phase finale de sa crise et est voué à disparaître en tant que parti ouvrier. Du fait de l'existence en France d'un PS, ce parti ne peut nourrir aucun espoir de voir se produire en France un processus à l'italienne, pays dans lequel le plus grand fragment de l'ancien PCI (devenu PDS, puis DS) a très vite occupé la place vacante du parti socialdémocrate."

L'article poursuivait:

"ce parti peut s'appuyer sur les positions considérables dont il dispose au sein du mouvement ouvrier. L'appareil du PCF pèse encore d'un poids décisif dans la CGT; il dispose d'une influence considérable au sein de la première confédération syndicale enseignante du pays, la FSU; il est représenté à l'université par les dirigeants de l'UNEF-SE. Le PCF est également présent à tous les échelons de l'appareil d'Etat, des conseils municipaux jusqu'au gouvernement"

Or, à cet égard, des développements significatifs sont intervenus, qui confirment tout à fait la tendance à la disparition du PCF.

La descente aux enfers s'accélère

Les élections municipales de mars dernier ont constitué pour le PCF un profond revers. Dans tous ses secteurs d'implantation, des défaites significatives ont été enregistrées. Ainsi en région parisienne, le PCF a-t-il perdu Drancy, Argenteuil, Pantin, et ailleurs: Montluçon, Evreux, Tarbes, Nîmes, La Ciotat, etc. ainsi qu'une série de villes dirigées par le PCF en relation avec son implantation chez les cheminots.

Ces résultats renforcent par ailleurs la nécessité vitale pour le PCF de s'accrocher au PS pour espérer ne pas être balayé lors des prochaines législatives.

Le nombre d'adhérents revendiqués baisse lui aussi. Au moment du congrès extraordinaire, et même à des ajustements près, il y avait 180 000 adhérents au PCF, soit 30 000 de moins que lors du congrès de Martigues.

A l'Université, le syndicat contrôlé par le PCF, l'UNEF(se), a disparu, étant intégré dans les rangs de l'ancienne UNEF-ID, rebaptisée UNEF pour l'occasion. Subsistent quelques groupes locaux épars et sans avenir.

Les rapports du PCF et de la CGT ont connu une évolution significative. Le 17 juillet dernier, deux délégations de ces organisations se rencontraient. Selon *l'Humanité* du 25 juillet, peu avare de qualificatifs, cette rencontre:

"constitue incontestablement un moment quasi historique. D'abord parce qu'elle a acté que chez l'une comme chez l'autre des formations, on se situe résolument dans des rapports constructifs complètement nouveaux. (...)

Bernard Thibaut précisait à cette occasion que, pour la direction confédérale CGT, est "exclue"

" toute attitude de soutien ou de co-élaboration d'un projet politique quel qu'il soit"

Mais la direction CGT s'est pourtant associée à la préparation du projet électoral ... du Parti Socialiste sur la "démocratie sociale".

Depuis des années la direction de la CGT a cessé de se comporter comme l'agent électoral du PCF. Mais "l'apolitisme" dont se réclame traditionnellement l'appareil FO n'en est pas moins réactionnaire. Blondel est spécialiste en déclarations explicites. Celui qui expliquait en février 2001 qu'il fallait geler la mobilisation des fonctionnaires

jusqu'aux municipales pour "ne pas politiser" le mouvement syndical a déclaré "à partir de janvier, tout ce que nous dirons sera pollué par le débat politique" (interview aux Echos du 15/10/2001). Les appareils veulent convaincre que la défense et le combat pour les revendications ne doivent pas remettre en cause le gouvernement en place (Chirac-Juppé en 1995, "gauche plurielle" aujourd'hui). La question centrale du pouvoir ne concernerait pas les prolétaires comme classe mais comme travailleurs-citoyens...

En réalité, bien que les liens soient toujours étroits entre la direction du PCF et celle de la CGT (ou de la FSU), la direction confédérale CGT mesure très bien que son itinéraire est et va être de plus en plus distinct. Aussi ces liens se distendent-ils, comme l'indique le départ de Bernard Thibault de la direction nationale du PCF, celui-ci indiquant en octobre dans une lettre à Robert Hue:

"cette situation, qui engage de fait le premier responsable d'une confédération syndicale, continue d'entretenir des ambiguïtés sur ce que serait la nature des relations existant entre le Parti et la CGT malgré les transformations réelles opérées depuis de nombreuses années ".

Tous ces signes attestent de la profonde décomposition qui frappe le PCF. Mais il n'a pas disparu pour autant, et continue d'occuper une place unique.

Le PCF reste un parti ouvrier-bourgeois - "ça nous colle à la peau" (M.Duffour)

Présentant son rapport sur le "projet communiste", M.Duffour se plaignait:

" Chacun sait que le Parti communiste français fut longtemps perçu comme celui de la défense exclusive de la classe ouvrière. (...) Mais ce qui est plus troublant, c'est de voir cette image nous coller à la peau."

Le fait est: le PCF reste un parti ouvrier-bourgeois, exagence de feu la bureaucratie du Kremlin. Le congrès même, bien que trié sur le volet, en a apporté des éléments de confirmation. Ainsi plusieurs interventions d'infirmières réclamant "avec force" (Communistes) "que les parlementaires communistes votent contre le budget de la sécurité sociale", ou encore pour l'abrogation des ordonnances Chirac-Juppé sur la Sécurité Sociale. Notons aussi l'intervention d'une responsable FSU des Hautes-Pyrénées contre la position du PCF à propos de l'Afghanistan:

"ceux qui se prennent des bombes sur la gueule aujourd'hui, ce sont les Afghans. La FSU du département a exigé la fin des bombardements et le retrait de la France du dispositif actuel"

Parce qu'il reste un parti ouvrier-bourgeois, le PCF peut rendre des services inappréciables à la bourgeoisie. Il suffit de mentionner le rôle que Gayssot a joué au ministère des transports: ses liens privilégiés avec la direction de la fédération CGT des cheminots l'ont considérablement aidé pour faire passer les contre-réformes à la SNCF, comme le RFF ou l'accord d'ARTT. La bourgeoisie a bien conscience de l'utilité du PCF. Citons ainsi la conclusion d'un éditorial du Monde sur le PCF (31/10/2001):

"(...) il est de l'intérêt de tous les démocrates que le monde du travail trouve son expression politique, soit représenté et ne se sente pas exclu du jeu."

"L'intérêt" bien compris des "démocrates", pseudonyme employé ici pour parler de la bourgeoisie française, c'est donc que le PCF continue à jouer un rôle de représentation politique traître de la classe ouvrière (le "monde du travail"). Mais pas simplement dans le cassage des combats engagés par les diverses fractions du prolétariat: aussi pour poursuivre l'offensive de déboussolement de la classe ouvrière, que le PCF peut mieux que tout autre mener, en particulier à cause de la référence qui fut la sienne à la révolution d'octobre, à l'URSS, référence en réalité à la bureaucratie du Kremlin. Or, précisément, le 31° congrès a consacré l'essentiel de ses efforts à ce but.

Nouveaux statuts: un pas significatif vers la dissolution du PCF, ou "nous ne cherchons pas à être autonomes de la société" (M.Deschamps)

L'essence des nouveaux statuts adoptés par le PCF est donnée par l'intervention de M.Deschamps au congrès reproduite ci-dessus. Il faut bien comprendre que l'adoption de nouveaux statuts, même si elle touche d'abord et en profondeur à la structuration du PCF, a une portée bien plus générale. Lénine écrivait dans "un pas en avant, deux pas en arrière" (1904):

"Le prolétariat n'a pas d'autre arme dans sa lutte pour le pouvoir que l'organisation. Divisé par la concurrence anarchique qui règne dans le monde bourgeois, rejeté constamment "dans les bas-fonds" de la misère noire, d'une sauvage inculture et de la dégénérescence, le prolétariat peut devenir – et deviendra inévitablement – une force invincible pour cette seule raison que son union idéologique basée sur les principes du marxisme est cimentée par l'unité matérielle de l'organisation qui groupe les millions de travailleurs en une armée de la classe ouvrière".

C'est cette "arme" qu'est l'organisation que le PCF veut faire enterrer, non seulement à ses propres militants, mais au delà à l'ensemble de la classe ouvrière, pour y substituer une sorte de mouvement qui ne cherche "pas à être autonome de la société", c'est-à-dire, si les mots ont un sens, qui ne cherche pas d'existence distincte du tout. C'est la mise en pratique des offensives théoriques concoctées dans les laboratoires théoriques du PCF depuis des années contre la "forme-parti".

Et en effet, la transformation opérée par les nouveaux statuts est considérable.

La liquidation des cellules du PCF est engagée. Celles-ci, unités militantes, du moins en théorie, étaient jusqu'ici (selon les anciens statuts) :"le fondement de toute son organisation", jouaient "un rôle vital". Désormais, l'adhésion au PCF n'implique aucune forme d'engagement militant. La cellule, les "réseaux", "collectifs" qui peuvent exister se constituent ou pas au "libre choix" de l'adhérent. Financièrement, la nouvelle répartition des cotisations fait disparaître la cellule telle quelle:

"Précédemment, la répartition des cotisations était faite par quartiers: 1/4 pour la cellule, 1/4 pour la section, 1/4 pour la fédération et 1/4 pour le national. Dans le nouveau projet de statuts, la cellule est exclue. Cela veut dire que les cellules sont appelées à disparaître. Privées de finances, les cellules ne pourront plus convoquer leurs adhérents et sympathisants. La prise en charge du matériel du Parti implique d'avoir un secrétaire et un trésorier. Si on met en danger la vie des cellules, c'est la liquidation et l'on

deviendra un Parti comme tous les autres avec quatre ou cina cents adhérents." (un délégué)

Mais les choses ne s'arrêtent pas là. Chaque adhérent peut faire absolument ce qu'il veut, "prendre toute initiative utile", y compris la création d'une structure, et simplement "en informer (sic!) les organisations du parti concernées" (nouveaux statuts). Toutes les réunions du PCF sont ouvertes à tous ceux qui le veulent.

On peut adhérer au PCF et s'exprimer et agir "y compris publiquement" contre lui (chapitre 2 des nouveaux statuts), sans craindre d'être exclu, puisque, comme le rapporteur au congrès le précisait: "Il est proposé au congrès de ne retenir aucune cause d'exclusion d'ordre politique". Pour un parti politique, il y aurait de quoi rire. A ce sujet, une déléguée du Pas-de-Calais (oppositionnelle) soulignera que l'ancien patron de la fédération, Remy Auchedé, qui soutien J-P. Chevènement (ce qui en dit long sur les "oppositionnels"), ne peut être exclu, et invitera

"la direction nationale à assumer pleinement ses statuts qui, d'évolution en évolution, sont devenus "l'auberge espagnole "des opinions."

Quoiqu'une auberge possède encore des murs, ce dont les nouveaux statuts privent le PCF.

A noter: la possibilité ouverte, sinon de tendances, du moins de l'existence de textes alternatifs à celui de la direction soumis au vote. Cette mesure préfigure d'importants craquements au sein même de l'appareil.

Autres éléments significatifs de la marche active à la liquidation du PCF que représentent ces statuts: la suppression des statuts du considérant que "l'entreprise est un enjeu de classe essentiel", et aussi définition de nouveaux rapports avec l'Humanité, dans le capital duquel Lagardère, entrés Bouygues et sont rappelons-le concomitamment avec le licenciement du tiers des effectifs, et qui n'est plus le journal du PCF. D'autres points pourraient être relevés. Mais il en est un qui a cristallisé le congrès: la création d'une présidence pour le PCF.

Le citoyen "président-candidat": Robert Hue

L'introduction d'un président dans le PCF a connu un précédent: Maurice Thorez avait été élu à ce poste ... peu de temps avant sa mort. On ne peut exclure que, pour Robert Hue, ce soit une mort politique causée par un échec à la présidentielle qui mette fin à l'expérience, puisque les statuts prévoient la possibilité, mais rien que la possibilité, d'élire un président.

Mais l'essentiel est que l'introduction d'une présidence pour le PCF revient à introduire dans le PCF les mœurs et méthodes de la 5^{ème} République, la négation d'une direction collective qui est une tradition du mouvement ouvrier. On peut à ce sujet donner un premier aperçu du "projet" soumis à discussion dans le PCF. Celui-ci prône à propos de la 5^{ème} République le maintien de la fonction présidentielle, avec un président de la République qui aurait notamment comme prérogatives: la proposition du premier ministre, le droit de dissolution (encadré plus étroitement), la garantie du fonctionnement des institutions, le droit de référendum, etc.

Bref, avec des pincettes, c'est un ralliement théorique presque inconditionnel à la 5^{ème} République, ralliement opéré dans les faits depuis des années.

De plus, l'élection d'un président est à l'évidence un moyen de forcer encore la marche forcée à la "mutation" du PCF, pour vaincre les résistances de l'appareil.

Sur ce point, on doit apprécier ce qu'il en est de la "démocratie" interne au PCF. Selon Maxime Gremetz, la majorité des conférences se sont prononcées contre l'introduction d'une présidence. Au congrès, alors que les nouveaux statuts ont été adoptés par une grande majorité des 800 et quelques délégués (63 contre et 94 abstentions), la création d'une présidence a été adoptée avec 183 contre et 108 abstentions.

Hue a par ailleurs été désigné candidat suite à un vote interne dont on peut raisonnablement supposer qu'il a été "arrangé", non pas pour garantir sa désignation, mais pour que celle-ci apparaisse comme un plébiscite. Le Monde du 8 octobre rapporte que:

Les contestataires ont mis en doute le déroulement du scrutin, en particulier "l'absence de listes d'émargement dans de très nombreuses sections et fédérations départementales (...) et le vote par Internet sur le site du parti sans que celuici ne soit validé par une signature électronique". Selon M. Gremetz, "le plébiscite à la soviétique du secrétaire national était acquis d'avance. Jamais le Parti communiste n'a été verrouillé à ce point".

Ces arrangements sont d'autant plus nécessaire que nombre d'adhérents du PCF sont catastrophés par les apparitions publiques de leur leader, qui bredouille et cafouille plus qu'il ne parle. Mais c'est là une tradition d'appareil, depuis Staline, c'est toujours "la plus éminente médiocrité du parti" (Trotsky) qui est mise en avant par l'appareil.

Même ainsi, avec 78% des 63 000 suffrages comptabilisés, Robert Hue n'aura eu que le soutien d'un quart environ des militants revendiqués par le PCF. Mais sa désignation comme candidat n'était pas, loin s'en faut, l'essentiel de ce congrès. Avec les nouveaux statuts, avec la résolution adoptée ainsi que le projet de "nouveau communisme" entériné sinon adopté, ce congrès extraordinaire a donné une "base théorique" si l'on ose dire au combat du PCF contre les acquis les plus fondamentaux du mouvement ouvrier. A commencer par le socialisme.

Préambule des statuts, nouveau projet: ouvertement contre le socialisme

C'est un fait remarquable que, dans le préambule des statuts, sur lequel nous ne nous étendrons pas, la phrase qui figurait dans les statuts jusque lors ait été supprimée:

"Le PCF agit pour transformer la société en construisant un socialisme démocratique et autogestionnaire (...)"

Le mot d'ordre de "socialisme" "démocratique" et "autogestionnaire" est une formulation dénaturant la revendication du socialisme. Aujourd'hui, pour paraphraser le célèbre proverbe russe, le miel (le socialisme) a totalement disparu du tonneau de goudron.

Le "nouveau projet communiste" intitulé "Pour une démocratisation permanente de la République" en donne la raison, avec une cohérence sans précédent dans l'histoire du PCF. Lisons:

"Les communistes, mais avec eux le mouvement ouvrier et populaire tout entier, ont dans le passé prétendu s'affranchir du marché par le pouvoir d'Etat. Le "socialisme" a ainsi représenté cette "étape" - le communisme étant renvoyé à plus tard - dans laquelle tous les moyens de production et d'échange devaient être "remis à l'Etat" pour qu'il les gère dans l'intérêt commun. Ce projet politique, poussant l'étatisme à son comble, a échoué."

Le PCF proposerait donc de rejeter "l'étape socialiste" pour engager directement la phase communiste du "dépérissement de l'Etat" (guillemets dans l'original), réaliser le dépérissement de l'Etat (communisme) sans passer par l'appropriation étatique des moyens de production et d'échange, ce qui d'ailleurs n'équivaut pas au socialisme, nous y reviendrons, mais à la dictature du prolétariat.

Multiples références frauduleuses aux traditions politiques ouvrières révolutionnaires

Avant de poursuivre, il faut y insister: le nouveau "projet communiste" entériné de facto par le congrès extraordinaire du PCF, et le congrès lui-même, n'ont pas été avares de références à des phrases issues de l'histoire du mouvement ouvrier. Ce n'est pas le hasard: il s'agit malgré toutes les évidences de présenter la "mutation" comme s'inscrivant, ainsi que le formulent les nouveaux statuts dans la continuité " des découvertes théoriques et des anticipations de Marx". Michel Duffour introduisant son rapport sur le projet n'hésitera pas à se référer au Manifeste de Marx et Engels:

"Ayons la sagesse de nous montrer "déraisonnables ".Le désir, le rêve d'écrire un Manifeste du "nouveau communisme", aussi fort que le fut sa première édition, est la seule attitude pragmatique.

Ainsi, au gré des textes pourra-t-on relever:

" "L 'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ":par-delà toutes les blessures de l'histoire et sous des formes à inventer, cette ambition communiste reste toujours d'actualité." (résolution adoptée par le congrès – les guillemets sont dans l'original)

Cette phrase est le premier considérant des statuts de la 1^{ère} Internationale, dont le *manifeste inaugural*, lui aussi œuvre de Marx, affirme:

"la conquête du pouvoir politique est devenue le premier devoir de la classe ouvrière".

Le PCF pour sa part, mais cela ne date pas de ce congrès (cf. l'article de CPS déjà cité) affirme haut et fort : "nous ne voulons pas prendre le pouvoir". On peut encore relever:" Nous appelons communisme le mouvement réel qui tend à abolir, dès aujourd'hui, l'ordre existant." (résolution adoptée par le congrès), phrase à peu près extraite de l'idéologie allemande, de Marx et Engels.

Mais commençons par l'essentiel: selon le PCF, donc, il faut renoncer à "l'étape socialiste" et à "l'étatisme" pour engager directement le "dépérissement de l'Etat", le communisme. Une telle "novation" mérite que l'on retourne aux sources.

Le "dépérissement de l'Etat" selon Marx et Lénine: d'abord l'expropriation du capital

Dans L'Etat et la révolution (1917), Lénine rappelle ce que sont les bases objectives de l'extinction de l'Etat pour les marxistes. Tout d'abord, le texte du congrès du PCF qui s'en prend à "l'étape socialiste" opère une confusion volontaire. Lénine, dont il faut noter qu'il est devenu en quelques années un véritable proscrit sur la scène politique cite dans son livre une lettre de Marx:

"Entre la société capitaliste et la société communiste, poursuit Marx, se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat."

L'appropriation collective des moyens de production et d'échange au moyen de leur concentration entre les mains de l'Etat n'est pas le socialisme. C'est une condition sine qua non de l'instauration de la dictature du prolétariat, que le PCF a officiellement reniée en 1976...

Seule l'expropriation du capital à l'échelle internationale peut permettre de parler de socialisme, à l'échelle internationale, permettant de ne plus soumettre les travailleurs à la loi de la valeur, la concurrence, comme l'écrivait Marx dans une *Adresse* au comité central de la Ligue des communistes (mars 1850):

" il est de notre intérêt et de notre devoir de rendre la révolution permanente, jusqu'à ce que toutes les classes plus ou moins possédantes aient été écartées du pouvoir, que le prolétariat ait conquis le pouvoir, et que non seulement dans un pays, mais dans tous les pays régnants monde l'association des prolétaires ait fait assez de progrès pour faire cesser dans ces pays la concurrence entre prolétaires et concentrer dans leurs mains au moins les forces productives décisives."

Alors le socialisme permettra un développement fantastique des forces productives de l'humanité, assurant à chacun une existence digne de ce nom.

Pour un réel dépérissement de l'Etat: établir la dictature du prolétariat, l'Etat ouvrier

Mais pourquoi un Etat ouvrier instrument de la dictature du prolétariat est-il indispensable? A cela, Lénine répond :

"La marche en avant, c'est-à-dire vers le communisme, se fait en passant par la dictature du prolétariat; et elle ne peut se faire autrement, car il n'est point d'autres classes ni d'autres moyens qui puissent briser la résistance des capitalistes exploiteurs.

(...) Cela, Engels l'a admirablement exprimé dans sa lettre à Bebel, où il disait, comme le lecteur s'en souvient : "... tant que le prolétariat a encore besoin de l'Etat, ce n'est point pour la liberté, mais pour réprimer ses adversaires. Et le jour où il devient possible de parler de liberté, l'Etat cesse d'exister comme tel."

Lénine nuance:

"Les exploiteurs ne sont naturellement pas en mesure de mater le peuple sans une machine très compliquée, destinée à remplir cette tâche; tandis que le peuple peut mater les exploiteurs même avec une "machine" très simple, presque sans "machine", sans appareil spécial, par la simple organisation des masses armées (comme, dirons-nous par anticipation, les Soviets des députés ouvriers et soldats). "

Mais encore. Marx soulignait que dans sa première phase, la société communiste est:

"(...) une société communiste non pas telle qu'elle s'est développée sur les bases qui lui sont propres, mais au contraire telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste; une société par conséquent, qui, sous tous les rapport, économique, moral, intellectuel, porte encore les stigmates de l'ancienne société des flancs de laquelle elle est issue."

"Mais ces défauts sont inévitables dans la première phase de la société communiste, telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste, après un long et douloureux enfantement. Le droit ne peut jamais être plus élevé que l'état économique de la société et que le degré de civilisation qui y correspond."

Lénine commente:

"La justice et l'égalité, la première phase du communisme ne peut donc pas encore les réaliser; des différences subsisteront quant à la richesse, et des différences injustes, mais l'exploitation de l'homme par l'homme sera impossible, car on ne pourra s'emparer, à titre de propriété privée, des moyens de production, fabriques, machines, terre, etc. (...) "Ainsi, dans la première phase de la société communiste (que l'on appelle ordinairement socialisme), le "droit bourgeois" est aboli non pas complètement, mais seulement en partie, seulement dans la mesure où la révolution économique a été faite, c'est-à-dire seulement en ce qui concerne les moyens de production. Le "droit bourgeois" en reconnaît la propriété privée aux individus. Le socialisme en fait une propriété commune. C'est dans cette mesure, mais dans cette mesure seulement, que le "droit bourgeois" se trouve aboli.

Il subsiste cependant dans son autre partie, en qualité de régulateur de la répartition des produits et de la répartition du travail entre les membres de la société. "Qui ne travaille pas ne doit pas manger": ce principe socialiste est déjà réalisé; "à quantité égale de travail, quantité égale de produits": cet autre principe socialiste est déjà réalisé, lui aussi. Pourtant. ce n'est pas encore le communisme et cela n'élimine pas encore le "droit bourgeois" qui, à des hommes inégaux et pour une quantité inégale (inégale en fait) de travail, attribue une quantité égale de produits.

C'est là un "inconvénient", dit Marx; mais il est inévitable dans la première phase du communisme, car on ne peut, sans verser dans l'utopie, penser qu'après avoir renversé le capitalisme les hommes apprennent d'emblée à travailler pour la société sans normes juridiques d'aucune sorte; au reste, l'abolition du capitalisme ne donne pas d'emblée les prémisses économiques d'un tel changement.

Or, il n'y a d'autres normes que celles du "droit bourgeois". C'est pourquoi subsiste la nécessité d'un Etat chargé, tout en protégeant la propriété commune des moyens de production, de protéger l'égalité du travail et l'égalité dans la répartition des produits.

L'Etat s'éteint, pour autant qu'il n'y a plus de capitalistes, plus de classes et que, par conséquent, il n'y a pas de classe à mater.

Mais l'Etat n'a pas encore entièrement disparu puisque l'on continue à protéger le "droit bourgeois" qui consacre l'inégalité de fait. Pour que l'Etat s'éteigne complètement, il faut l'avènement du communisme intégral.

Marx poursuit:

"Dans une phase supérieure de la société communiste, quand auront disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, avec elle, l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel; quand le travail ne sera pas seulement un moyen de vivre, mais deviendra lui-même le premier besoin vital; quand, avec le développement multiple des individus, les forces productives se seront accrues elles aussi et que toutes les sources de la richesse collective jailliront avec abondance, alors

seulement l'horizon borné du droit bourgeois pourra être définitivement dépassé et la société pourra écrire sur ses drapeaux : "De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins"."

Voilà comment se pose pour les marxistes la question du dépérissement, de l'extinction de l'Etat. Il s'agit, d'abord par l'instauration de la dictature du prolétariat, par l'appropriation collective et étatique des moyens de productions, de créer les prémisses économiques et politiques de la disparition de tout Etat

Ce rappel est utile en ces temps de confusion politique générale. Il souligne aussi combien réactionnaire serait l'affirmation que l'on peut passer directement du capitalisme au "communisme intégral".

Mais bien sûr il ne s'agit que pour la direction du PCF d'une mince couverture — et d'une volonté de pervertir totalement toute référence au marxisme. Elle ne se pose pas la question de réprimer les capitalistes parce qu'elle affirme désormais qu'il n'est pas question de les exproprier, pas plus qu'elle ne se pose la question de la répartition du travail et des ressources par l'Etat, parce qu'elle se propose de laisser ces tâches ... au mode de production capitaliste.

Le "dépérissement de l'Etat" selon la direction du PCF: défense du mode de production capitaliste

Car à quoi aboutit la position du PCF? Lisons:

"Le communisme est ainsi une critique sans concession de l'Etat aliéné, c'est à dire d'une organisation de pouvoirs publics échappant à la maîtrise collective pour permettre à une classe sociale d'exercer sa domination sur toute la société. Le "dépérissement de l'Etat", à tous les niveaux d'organisation territoriale, y compris sur le plan international, ne vise donc pas la disparition des formes nécessaires de gestion des affaires communes, mais cette exigence de leur démocratisation intégrale par l'association à égalité de toutes les femmes et tous les hommes à tous les processus de décisions.

De même, le communisme est une critique radicale du marché capitaliste, c'est à dire d'une organisation des échanges qui transforme tout en marchandise, jusqu'à l'être humain lui-même, et assujettit la société tout entière au pouvoir aveugle et inhumain de l'argent. Il porte en cela l'exigence d'un partage démocratique des pouvoirs dont la capital se réserve encore aujourd'hui l'exercice exclusif.

Le communisme continue d'autant plus de hanter [encore une référence au manifeste de Marx et Engels] le monde que les exigences qu'il porte grandissent comme jamais. Il prend aujourd'hui sa véritable figure: l'ambition d'une démocratisation maximum et permanente dans toutes les sphères de la vie sociale, du local au mondial." (nous soulignons, car il s'avère bien que ce "spectre du communisme" sauce PCF a décidément la "véritable figure" d'enfant sage et "démocrate" de la bourgeoisie – Ndlr).

Traduction pratique: la demande phare du "projet communiste", reprise dans la résolution adoptée par le congrès, mise en exergue par le journal les Echos déjà cité ("les communistes veulent un "partage de tous les pouvoirs dans l'entreprise""), devient donc celle-ci:

"Les communistes proposent de travailler à une réforme fondamentale du statut des grandes entreprises visant à réorganiser leur fonction et leur responsabilité sociales. Au lieu d'être "la propriété "du capital qui s'y investit—et qui n'est d'ailleurs souvent qu'une faible part des moyens financiers dont elles disposent—, elles seraient reconnues comme des réalités économiques et sociales où s'organisent et éventuellement se confrontent les relations entre les différents intérêts sociaux concernés: ceux de femmes et des hommes qui y travaillent, des collectivités publiques dans lesquelles s'inscrit leur activité, du capital investi, des organismes de crédit, des fournisseurs et des sous-traitants, des consommateurs, etc.

Ainsi l'entreprise deviendrait une personne juridique propre, distincte de la "société de capitaux", et sa direction serait assurée non pas par les seuls représentants des actionnaires, mais par un collège représentatif des différentes parties prenantes, notamment, aux côtés des actionnaires, des représentants des salariés, des élus, etc. Ainsi la prise en compte des responsabilités sociales de ces grandes entreprises résulterait du partage des pouvoirs en son sein.

Ce "collège représentatif" intégrant les actionnaires et les élus a un air de déjà vu: il s'agit simplement d'une autre mouture de la cogestion, de l'association capital-travail.

Le "nouveau communisme", c'est le capitalisme plus la cogestion

Le PCF doit le reconnaître lui-même (dans le projet):
Longtemps, les communistes ont considéré que cette maîtrise sociale exigeait la conquête préalable du pouvoir d'Etat et la gestion administrée de l'économie. Cette conception les a conduit à sous-estimer, voire à considérer avec méfiance l'idée de participation des salariés à la gestion des entreprises. ".

Aucun doute: c'est bien de la participation, de la cogestion dont il s'agit. Celle-ci est supposée entraîner une nouvelle conception de la propriété: la "mixité". Lors du congrès, M.Duffour devra reconnaître que:

"de nombreuses conférences ont demandé à préciser la notion de mixité".

C'est dire que, même au sein du PCF, nombreux sont ceux qui comprennent que la "mixité" signifie le maintien de la propriété capitaliste. La concrétisation du refus de "l'étatisme" ne peut effectivement aboutir qu'à l'acceptation officielle de la pérennité de la propriété capitaliste. Dans un tel cadre "la confrontation entre les intérêts sociaux concernés" tourne court, et ne peut servir qu'à associer les organisations syndicales aux décisions des capitalistes. D'ailleurs il suffit pour le comprendre de considérer les lois dont le PCF est si fier, les lois d'ARTT et la loi de "modernisation sociale". Nous y reviendrons. Mais on doit encore prendre en compte une autre dimension de ce que communiste", projet contient 1e "nouveau "démocratisation permanente".

La "démocratie", remède au "divorce entre citoyens et République"?

Autre vertu pour le PCF de la "démocratisation permanente de la République", ce serait la réponse au:

"divorce des citoyens et de la République".

On l'a déjà dit, pour le PCF, la République est la 5^{ème} du nom, instaurée par de Gaulle contre le mouvement ouvrier, un régime bonapartiste bâtard, dont le projet du PCF propose de réaménager la présentation. Mais à nouveau, il est bon de repréciser que ces débats sur l'éloignement des "citoyens" de la politique qui sont une véritable tarte à la crème aujourd'hui n'ont rien de nouveau. Dans l'ouvrage déjà cité, Lénine écrivait ainsi (nous soulignons):

"La société capitaliste, considérée dans ses conditions de développement les plus favorables, nous offre une démocratie plus ou moins complète en république démocratique. Mais cette démocratie est toujours confinée dans le cadre étroit de l'exploitation capitaliste et, de ce fait, elle reste toujours, quant au fond, une démocratie pour la minorité, uniquement pour les classes possédantes, uniquement pour les riches. La liberté, en société capitaliste, reste toujours à peu près ce qu'elle fut dans les républiques de la Grèce antique : une liberté pour les propriétaires d'esclaves. Par suite de l'exploitation capitaliste, les esclaves salariés d'aujourd'hui demeurent si accablés par le besoin et la misère qu'ils se "désintéressent de la démocratie", "se désintéressent de la politique" et que, dans le cours ordinaire, pacifique, des événements, la majorité de la population se trouve écartée de la vie politique et sociale. "

Et de préciser:

" Si l'on considère de plus près le mécanisme de la démocratie capitaliste, on verra partout, dans les "menus" (les prétendus menus) détails de la législation électorale (conditions de résidence, exclusion des femmes, etc.), dans le fonctionnement des institutions représentatives, dans les obstacles effectifs au droit de réunion (les édifices publics ne sont pas pour les "miséreux"!), dans l'organisation purement capitaliste de la presse quotidienne, etc., etc., - on verra restriction sur restriction au démocratisme. Ces restrictions, éliminations, exclusions, obstacles pour les pauvres paraissent menus, surtout aux yeux de ceux qui n'ont jamais connu eux-mêmes le besoin et n'ont jamais approché les classes opprimées ni la vie des masses qui les composent (et c'est le cas des neuf dixièmes, sinon des quatre-vingt-dix neuf centièmes des publicistes et hommes politiques bourgeois), - mais, totalisées, ces restrictions excluent, éliminent les pauvres de la politique, de la participation active à la démocratie. "

Ce qui l'amènera dans l'ouvrage la révolution prolétarienne et le renégat Kautsky (1918) à la conclusion suivante, qui s'applique parfaitement aux élucubrations "démocratiques" du PCF (nous soulignons):

"A moins de se moquer du sens commun et de l'histoire, il est clair que, tant qu'il existe des classes distinctes, on ne saurait parler de « démocratie pure », mais seulement de démocratie de classe (soit dit entre parenthèses, « démocratie pure » est non seulement une formule d'ignorant qui ne comprend rien à la lutte des classes ni à la nature de l'État, mais encore une formule triplement creuse, car dans la société communiste, la démocratie, transformée et devenue une habitude, dépérira, mais ne sera jamais une démocratie « pure »).

La « démocratie pure » n'est qu'une phrase mensongère de libéral qui cherche à duper les ouvriers. L'histoire connaît la démocratie bourgeoise qui prend la relève de la féodalité, et la démocratie prolétarienne qui prend la relève de la démocratie bourgeoise."

Le "mouvement réel" pour le PCF, c'est la politique du gouvernement

Inutile d'aller plus avant dans l'analyse de ce "projet", qui est un ralliement en bonne et due forme à l'exploitation capitaliste, une charge en règle contre le socialisme. Aussi, quand on relit la phrase déjà citée: "Nous appelons communisme le mouvement réel qui tend à abolir, dès aujourd'hui, l'ordre existant", celle-ci peut être traduite sans trahir ainsi: le mouvement réel est la politique du gouvernement de la "gauche plurielle", "l'ordre existant aboli", les acquis du prolétariat; le rôle du PCF ("communisme") est de soutenir ce "mouvement réel" là.

Ainsi trouve-t-on dans le "projet communiste" la traduction concrète de la proposition de transformer le statut des entreprises pour en faire des entités sociales: les "nouveaux droits et pouvoirs des salariés". Ceux-ci seraient essentiellement:

"Droit d'intervention sur toutes les décisions de gestion, particulièrement les choix d'investissement et de financement dont dépendent dans une large mesure le devenir des emplois, l'accès aux formations, le niveau et l'évolution des salaires. L'exercice de ces droits implique des pouvoirs nouveaux d'expertise, de propositions sur les stratégies

industrielles et de développement, sur l'organisation et le contenu du travail.

Droit de faire suspendre tout "plan social", afin d'organiser les concertations nécessaires, et faire prendre en compte des solutions alternatives."

Ces "droits" sont ceux de s'associer aux licenciements, aux restructurations, en fait, les "droits" qui sont contenus dans la loi de modernisation sociale. On notera: "suspendre" les plans sociaux et donc: en aucun cas interdire les licenciements.. à condition qu'ils soient validés par les "experts" dûment mandatés par les directions syndicales.

Mais il est vrai qu'en cas de licenciement, le PCF a une "parade":

"mise en place d'un système garantissant à tous les salariés la continuité d'un haut niveau de droits et de revenus dans l'alternance entre emploi stable, à temps de travail de plus en plus réduit, et formation. Ainsi favoriserait-on la mobilité professionnelle et l'élévation de la qualification de tous les salariés tout en en finissant avec le chômage et la précarité." L'alternance entre des emplois précaires et la formation ... est appelée "lutte contre la précarité".

Ajoutez-y la référence à la mobilité professionnelle, et vous avez l'argumentaire du PARE de Seillière-Notat, qu'on mâtinera de la Validation des Acquis Professionnels, elle aussi contenue dans la loi de "modernisation sociale".

Là ne s'arrête pas le "mouvement réel". Ainsi, en matière de décentralisation, le projet du PCF prône-t-il:

"Un transfert hardi de compétences et de moyens Et Une délégation partielle du pouvoir réglementaire"

aux collectivités locales. Difficile de ne pas y voir un soutien au projet de loi sur la Corse ainsi qu'à l'amendement constitutionnel déposé par P.Méhaignerie (UDF) et soutenu par le gouvernement sur la question.

Et encore. Hue, s'adressant au congrès, allait même jusqu'à revendiquer: "la désétatisation du secteur public". Ce n'est pas stricto sensu un soutien aux privatisations, mais la voie est ouverte.

Bien entendu, lors du congrès, derrière l'apparition à la dernière minute de la demande de "l'arrêt des bombardements", le PCF n'a pas manqué de souligner son accord profond avec l'intervention impérialiste contre l'Afghanistan, tout en réclamant que l'ONU (donc en fait l'impérialisme français, membre du conseil de sécurité) soit en première ligne:

"La lutte pour mettre hors d'état de nuire le terrorisme ne peut être conduite sous l'autorité exclusive des Etats-Unis. Elle ne peut se limiter (sic! – Ndlr) à une intervention militaire en Afghanistan (...)" (discours de Robert Hue) "Nous nous plaçons sans ambiguïté du côté de l'immense majorité de nos concitoyens qui souhaitent que le terrorisme soit attaqué par tous les bouts – militaires, policiers, judiciaires, financiers et politiques" (rapport politique de D.Grador – notez l'ordre: d'abord le "militaire", à la fin le "politique").

Des "oppositionnels" sans avenir

Tandis que de nombreux oppositionnels quittent le PCF, tel les centaines de membres du groupe *Communistes* de Rolande Perlican, pour reproduire une ancienne version de la politique du PC, ceux qui restent délivrent des satisfecits à la direction, tel J-J.Karman, délégué au congrès, dirigeant de la gauche Communiste:

"le projet proposé est un bon projet ... réformiste, mais jamais l'addition de réformes n'a changé la société".

Du "bon réformisme"? La direction du PCF ne pouvait demander mieux, qualifier de "bonnes réformes" une politique qui est celle du gouvernement ne peut que la ravir. Réunis nationalement dans une association, regroupant nostalgiques revendiqués du carcan stalinien et "oppositionnels" du type Gauche communiste, les "oppositionnels" ne sont aucunement en mesure d'ouvrir une alternative à ceux qui sont sous l'influence du PCF et souhaiteraient s'en dégager.

Notons que le Parti des Travailleurs, qui cherche à intervenir dans la crise du PCF, leur rend de fiers services. L'appel pour un parti ouvrier indépendant qu'il a initié avec des oppositionnels il y a un an a par exemple reçu le refus suivant de la part de la Gauche communiste:

"ce parti ne peut être que communiste. Tout recul sur ce point ne peut être qu'un reniement de l'histoire du mouvement ouvrier international"

En tout état de cause, se confirme l'appréciation que nous avions portée sur le fait que rien ne se dégage de la crise du PCF. Il faut dire que la plupart des militants du PCF ont "avalé" au moins le soutien ouvert aux gouvernements "d'union de la gauche", auparavant celui au coup d'état de Jaruzelski, l'intervention de la bureaucratie du Kremlin en Afghanistan, ou encore, pour les plus anciens, l'intervention contre-révolutionnaire en Tchécoslovaquie, etc. Autant dire que ceux qui ont accepté tous ces crimes contre les intérêts du prolétariat sont morts pour le combat révolutionnaire.

Les révolutionnaires et le PCF

Le PCF n'a pas encore disparu, et même si sa crise ne peut qu'aller en s'aggravant, les travailleurs et jeunes qui cherchent à combattre contre la politique des gouvernements bourgeois, qui cherchent la voie du socialisme, se heurtent et se heurteront à lui.

Il est nécessaire d'avancer une orientation dans la lutte des classes permettant de submerger cet obstacle: la tactique du front unique des organisations ouvrières s'applique au PCF, et au PCF au même titre qu'au PS doit être adressée au nom des masses la revendication "rompez avec la bourgeoisie, prenez le pouvoir" comme le définit le *programme de transition* – sous sa forme actuelle: "gouvernement PS-PCF sans représentants des partis bourgeois".

Il est non moins indispensable de fournir les réponses politiques nécessaires pour combattre le désarmement théorique qui est systématiquement entretenu par le PCF comme aucun autre parti n'est en mesure de le faire.

Le 18/12/2001

	BULLETIN D'ABONNEMENT A "COMBATTRE POUR LE SOCIALISME" (10 NUMEROS: 20 €UROS)
	PRENOM:
, (2)	LOCALITE:
	l'ordre de : G.E.R Envoyer à: Serge SELLERON – 6 rue du Dauphiné – 91300 MASSY